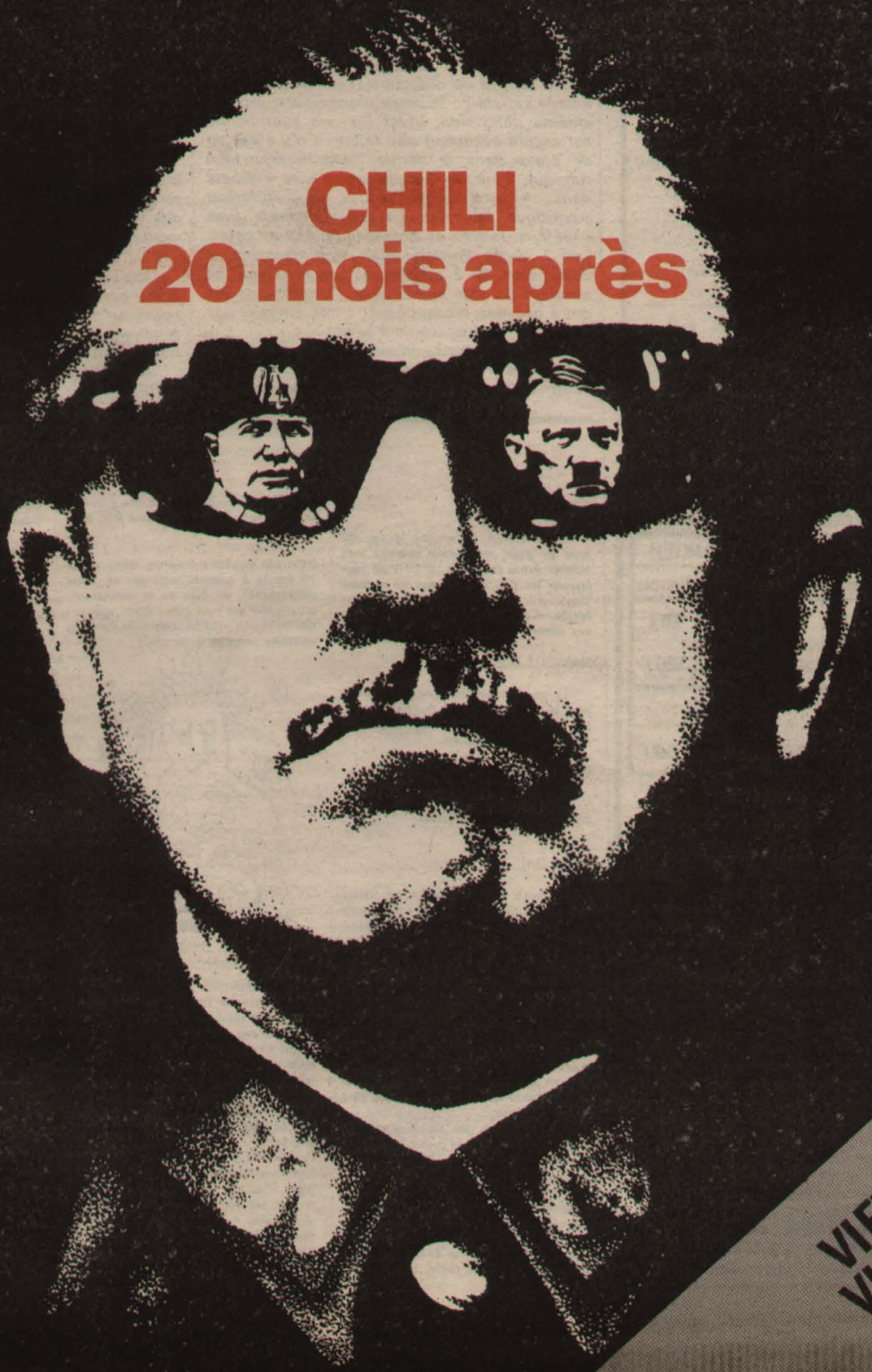
# ROUGE

## CHILI
## 20 mois après



VIETNAM
VICTOIRE !
PAGES 3 A 8

Numéro 299
Vendredi 9 mai 1975
24 pages. 3 Francs

# sommaire


**INDOCHINE**
Un grand dossier retraçant quelques aspects de 30 ans de guerre (p. 3 à 8)
Les moyens américains
La résistance d'un village
La politique des gouvernements français
Les minorités et les femmes au Vietnam

**POLITIQUE**
Le congrès des J.C. et la convention nationale du P.S« (p. 18)

**LUTTES OUVRIERES ET SYNDICATS**
C.G.T. : trois questions sans réponse (p. 10)
Usinor-Dunkerque (p. 11)
Sovirel, première contre la répression patronale (p. 11)
Paysans travailleurs : leur lutte dans la région nantaise (p. 12 et 13)

**PREMIER MAI 1975**
Sous le signe d'une victoire (p. 14)
200 soldats dans la rue (p. 15)

**ARMEE**
Qui sont les signataires du contre-appel des 200 ?

**FEMMES**
Divorce à la française (p. 20)
A propos d'un thermidor à Cuba (p. 21)

**INTERNATIONAL**
Chili : scènes de la vie quotidienne (p. 24)
Notes internationales (p. 9)

**LIVRES - CINEMA**
Le théâtre d'Annecy et la censure (p. 22)
La route (p. 23)



« Rouge » - 10, Impasse Guéménée - Paris 75004
Téléphone : 272 88 96 et 272 68 82

Directeur de publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

N°299 - VENDREDI 9 MAI 1975


# OBJECTIF PLUS 5000

*Nous avons reçu en général des lettres d'encouragement se félicitant de l'amélioration du journal depuis la nouvelle formule.*

*Le comité de rédaction n'est pourtant pas encore satisfait : la place réservée aux articles cinéma, télévision, livres lus, vie quotidienne est encore beaucoup trop faible. Il n'y a pas eu de place dans le dernier numéro pour une rubrique « vie de l'organisation » et « débats dans « l'extrême-gauche ». La rubrique « politique française » a été confondue avec « méfaits divers » et découpée en petites notes. Les 2 pages Portugal sont trop chargées et composées de 2 articles qui se recoupent et auraient pu être synthétisés. Certains articles ont à nouveau tendance à être trop longs et pas assez « riches en couleur »...etc...*

*Nous essayons de travailler « serré » et d'améliorer numéro après numéro en tenant compte des avis plus nombreux des lecteurs.*

*Mais il faut que la vente du journal corresponde à la progression de ces efforts !*

*Déjà il y a plus de commandes ! Déjà nous recevons des lettres de correspondants qui ont vérifié dans leurs librairies locales que « Rouge » soit bien affiché et acheminé en nombre suffisant !*

*Un grand nombre de centres de diffusion ont ré-organisé leurs ventes : les comités rouges participent à l'activité des cellules et des ventes de masse, des « porte à porte » se multiplient.*

*Rappelons-le, l'effort sur le mois de mai doit permettre d'atteindre 5.000 lecteurs nouveaux : nous ne pouvons encore mesurer les premiers résultats avant la semaine prochaine où les premiers « quotas » seront publiables.*

*L'affiche « rouge » publicitaire sera bientôt prête.*

# ABONNEMENT

| particuliers | FRANCE | | ETRANGER | |
|---|---|---|---|---|
| | 1 an | 6 mois | 1 an | 6 mois |
| sous pli ouvert | 120 f | 60 f | 150 f | 75 f |
| sous pli fermé | 200 f | 100 f | 250 f | 125 f |
| collectivités | | | | |
| sous pli ouvert | 100 f | 50 f | 120 f | 60 f |

Paiement à l'ordre de « Rouge »,
10, Impasse Guéménée, Paris 4ème
par avion : écrire à « Rouge ».
Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

*je désire m'abonner à*

**ROUGE**

NOM.....

ADRESSE.....

.....

.....

ABONNEMENT DESIRE.....

.....

# de tous les coins

**ROUEN (76)**

**Rouge change. Bravo pour la nouvelle mise en page, mais nous sommes tous choqués par la couverture (N°297) qui nous rappelle les plus beaux temps du réalisme socialiste (même si c'est — pour les initiés — un détournement du monument aux marines d'Okinawa).**

**MARSEILLE (13)**

**La première impression ici, c'est bravo pour le nouveau canard : lisibilité, attrait, pas de pavés. C'est plus qu'un changement, l'annonce d'une révolution...**

**POITIERS (86)**

**La nouvelle formule est très bien. Continuez. Continuons, camarades.**

**J.-C. B.**

**REIMS (51)**

**On avait un peu délaissé les ventes militantes sur la ville. Mais on a repris cette diffusion sur le marché. Dix numéros vendus dès la reprise.**

**LUXEUIL (70)**

**Je viens d'avoir le nouveau Rouge. Quelle surprise ! On peut respirer en le lisant !**

**Peut-être que l'édito N°2 « Quelle manifestation pour le premier mai ? » pourrait être développé plus largement et mieux éclairer la nature des clivages dans l'extrême-gauche.**

**Je vous signale ceci : je passe quelques jours par an à Luxeuil et je vais chaque fois à la Maison de la Presse et chaque fois je m'engueule avec le patron : il planque délibérément dans un carton au fond du magasin, Rouge et tous les journaux révolutionnaires. Il refusait même d'afficher Charlie-Hebdo. Alors, quand j'y passe, je fais sortir toute la presse du carton. Mais il faudrait faire quelque chose, qu'il fasse ne serait-ce que son boulot... Ce fera peut-être pas 580 lecteurs à Luxeuil, c'est vrai, mais enfin...**

**J.-L. B.**

(Voici une excellente initiative, même si elle est limitée à quelques jours par an. Notre préoccupation est bien de la généraliser ; ceci signifie que nous allons devoir transformer les révolutionnaires lecteurs de Rouge en véritables inspecteurs de vente.)

**TOULOUSE (31)**

**J'attendais avec impatience la sortie de Rouge nouvelle formule. Le N°1 donne beaucoup d'espoirs. Déjà, j'ai pu constater autour de moi que des gens qui se considéraient vaguement comme sympathisants mais refusaient de lire Rouge car trop ennuyeux ont commencé à changer d'avis...**

**Au point de vue format et mise en page, c'est bon. Peut-être devriez-vous accorder plus de place aux photos, bien qu'il y ait un progrès.**

**L'article le meilleur et qui tranche avec l'ancienne formule, c'est celui sur le Portugal. Il est clair, en relation avec l'actualité et basé sur des faits concrets. De plus, les photos sont en relation avec l'article. Par contre, incompréhensible est le chapeau sur l'écologie p.24... Je trouve qu'un chapeau aurait dû commenter le terme d'écologie, décrire les mouvements en Europe et en France, l'historique de la lutte qui est partie des U.S.A., montrer le type de récupération qui existe (associations des consommateurs bidons, Ralph Nader, etc.).**

**F.**

(Nous ne passons que des extraits de cette lettre qui est communiquée par ailleurs à J.-P. Deléage ; une réponse personnelle sera faite).

**ANNONAY (7)**

**J'achète Rouge régulièrement mais la Maison de la Presse n'en reçoit que trois par semaines. La nouvelle formule est nettement mieux que le Rouge d'avant qui était assez chiant à lire... Sur l'objectif d'en vendre 5000 de plus par semaine, je pense que le premier boulot, c'est d'apprendre à vos militants à faire des ventes à la criée ou des prospections régulières, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle à Annonay, Givors, Rive de Giers, où il n'y a aucune criée. Ce n'est pas sérieux.**

**T.T.**

(Nous enregistrons tes remarques, camarade, nous prendrons contact avec toi pour te demander ton aide dans l'organisation d'une vente sur Annonay. Mais nous prendrons aussi contact pour répondre à la seconde partie de ta lettre concernant les CET.)

**A LA SUITE D'UNE REPONSE ELLIPTIQUE ET AMBIGUE**

**...Je suggère à Rouge d'aller de l'avant sur la question de l'oppression sexuelle de la société bourgeoise. Et, notamment, de prendre enfin parti entre les tenants d'une homosexualité liée à l'oppression sexuelle globale de la société bourgeoise, et en ce sens relevant de la pathologie, et ceux qui tiennent pour une sexualité multiforme sous le socialisme. C'est en outre une question brûlante, sur laquelle bien des homosexuels isolés (lecteurs de Rouge, sympathisants) ont été abandonné à toutes sortes d'interrogations angoissantes depuis la réponse elliptique et ambigüe faite par le Quotidien Rouge il y a juste un an.**

**P.L.R. (Marseille)**

# vietnam uni et socialiste

## il y a deux ans trois citations

« C'est la révolution socialiste au Nord qui donne à la révolution nationale et démocratique du Sud son orientation historique et, de ce fait lui insuffle une vigueur nouvelle »

Pham Van Dong premier ministre de la RDVN Interview à « La Nouvelle critique » N° 59 décembre 72

« Le Vietnam est un, la nation vietnamienne est une... le GRP est le représentant authentique de la population du Sud... ceux qui s'obstinent à oeuvrer contre (les aspirations les plus ardenteset les plus profondes de la population du Sud) ne pourront... qu'aller au-devant d'un échec inéluctable... aucune force ne saurait empêcher cette évolution historique inéluctable (du peuple vietnamien vers) la pleine réalisation de ses droits nationaux fondamentaux ».

Mme N'Nuyen Thi Binh
Ministre des Affaires étrangères du GRP
« Le Monde » du 27 janvier 1973

« Que personne ne s'illusionne... le peuple du Vietnam a lutté pendant des années pour ces objectifs extrêmement importants et à l'heure actuelle plus que jamais, il est décidé à exécuter le testament du président Ho Chi Minh. La situation évolue favorablement pour nous... Nous pensons aller droit devant nous et atteindre nos objectifs, c'est-à-dire la victoire »

Pham Van Dong
Hanoï 20 janvier 1973
propos recueillis par Roger Pic
« Politique-Hebdo » N° Spécial Vietnam

C'était dit. Ils ont tenu leur promesse. Ceux qui alors n'ont pas vu leur déterminatipn a vaincre ne voulaient pas voir.

« La révolution de libération nationale — écrivait Le Duan, premier secrétaire du Parti des travailleurs du Vietnam — bien que nationale et démocratique dans son contenu, ne rentre plus dans le cadre de la révolution bourgeoise, mais devient partie intégrante de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale... Aujourd'hui, toute une série d'anciennes colonies ont conquis leur indépendance à des degrés divers. Devant ces nations s'ouvrent seulement deux voies : ou celle du développement capitaliste, ou la marche vers le socialisme en brûlant l'étape du développement capitaliste. (La première des deux) les fera tomber en fin de compte sous le joug néo-colonialiste des pays impérialistes » (1). La libération nationale sera socialiste ou ne sera pas !

Tout militant se réclamant de Trotsky, l'auteur de « La Révolution permanente » ! devrait être fier de la rencontre qui s'est opérée entre des thèses pour lesquelles il a combattu longtemps à l'encontre des déformations staliniennes du marxisme et cette leçon écrite en lettre de sang par les révolutionnaires vietnamiens — rencontre saisissante par-delà bien des divergences d'origine er d'orientation. Et pourtant « Lutte ouvrière », saluant la libération du Vietnam, réaffirme que « le FNL... est l'organisation qui défend de la manière la plus conséquente, la plus efficace aussi, les inétrêts de la bourgeoisie nationale vietnamienne ».

Curieuse convergence d'analyse. Patrick Ruel, dans « Libération » réduit au minimum l'ampleur des bouleversements sociaux opérés en 30 ans de guerre révolutionnaire et en cours à l'heure de la victoire ! « Il n'y a pas eu de véritable réforme agraire » affirme-t-il ! (2).

Et pourtant, ne jauge-ton pas d'une réforme agraire par les modifications qu'elle produit dans les structures sociales ? Et celle déjà réalisée dans les zones libérées, prolongée partout, a éliminé le pouvoir d'une classe qui était dominante, les grands propriétaires terriens qui furent particulièrement puissants au Sud . Giap ne déclarait-il pas déjà, lors de la première résistance contre les Français, qu'« on ne saurait assez souligner le rôle considérable de (la mobilisation des masses pour la réforme) agraire dans la victoire... notamment à Dien-Bien-Phu » (3) ? Cette réforme appliquée par le Vietminh a servi de socle à la seconde résistance anti-américaine. Le FNL et le GRP, enfin, n'ont-ils pas systématiquement lutté contre une autre réforme agraire, celle prônée par Thieu, qui tentait de créer de nouvelles classes dominantes de paysans capitalistes ? La terre était donnée au paysan par la révolution, c'était là l'un des moteurs de la mobilisation populaire. Et cette réforme agraire n'est-elle pas « véritable » — même si elle ne comprend pas encore la socialisation générale de la terre ? Elle a bouleversé la condition paysannne, modifié la structure des campagnes, préparé par les « équipes d'entre-aide » le futur.

Et pourtant . Dans les villes, la rupture de la domination néo-coloniale, l'effondrement de l'armée et de l'administration fantoche, la désintégration conséquente des principaux canaux d'enrichissement de la bourgeoisie vietnamienne, la fuite des « porteurs d'or et des dollars » (censé pour « Lutte ouvrière » être si bien représentés par le FNL !), ne bouleverse-t-il pas l'équilibre social sur lequel reposait le capitalisme au Vietnam ? Dans un climat d'intense mobilisation, le GRP et les comités de travailleurs prennent en main la gestion ou le contrôle des services et d'entreprises souvent abandonnés par des patrons en fuite.

Et pourtant, et surtout ! La réunification avec le nord-socialiste n'est-elle pas à l'oeuvre elle qui « donne à la révolution nationale et démocratique du Sud son orientation historique » pour reprendre la formule de Pham Van Dong ? Elle demandera peut-être quelque temps pour être parachevée, avant qu'un seul gouvernement ne clôture la réunification politique du Vietnam. Nous ne savons quand les dirigeants du GRP déciderons de proclamer le passage à l'« étape socialiste ». Mais cela n'interdit pas d'analyser ce qui est encours : envois d'armements et machines, cadres et livres de classes, monnaie « Dong » et campagnes politiques ont bel et bien commencé a effacé le 17° parallèle. Quel Etat voit donc le jour uu Sud-Vietnam, comme au Cambodge ? Un Etat bourgeois, ouvrier, indéterminé ?

Pour L.O cet Etat est bourgeois — mettant en défaut la théorie de la « révolution permanente » pour qui les tâches démocratiques bourgeoises (l'indépendance nationale et la réforme agraire) ne peuvent être pleinement réalisée que grâce à la transcroissance socialiste de la révolution. Car que reste-t-il de la domination économique ou politique de l'impérialisme au Vietnam ? Pour Patrick Ruel, on ne sait .

Pour nous, c'est l'actualité de la révolution socialiste indochinoise qui se manifeste dans l'ampleur de la déroute américaine, l'extraordinaire degré de mobilisation des masses indochinoises, la profondeur des réformes opérées, la réalité quotidienne de la réunification. l'écho et les conséquences internationales de la victoire ! Il n'y aura pas d'étape et d'Etat bourgeois entre la libération de Saïgon et la réunification !

**Vietnam uni et socialiste !**

**P.Rousset**

(1) Le Duan « En avant sous le glorieux drapeau de la révolution d'Octobre » Hanoi 1970: P.25.26
(2) Jean-Pierre Vali « Lutte Ouvrière » N° 348 du 3.5.75
(3) Patrick Ruèl « Libération » du 2.5.75
(4) Giap « Guerre du peuple, armée du peuple ».

# LA GUERRE U.S.

## *la tentative de génocide*

La défaite US sanctionne une guerre de trente ans. Il n'y a pas eu trois guerres, française, puis américaine, puis des deux Vietnams. Il y a eu dès 1945 lutte du Vietnam contre l'impérialisme américain, par français puis vietnamiens interposés.

De 1950 à 1954, 78 % des dépenses de guerre françaises soit cent millions de dollars ont été prises en charge par les USA (chose encore plus nette au niveau du matériel : toute l'aéronavale française et toute l'aviation de transport française étaient équipées d'appareils américains. (Cf. dossier du Pentagone p. 37). En fait, dès 1950, il s'agissait « d'empêcher les pays du Sud-Est asiatique de passer dans l'orbitre communiste car la domination communiste menacerait de façon sérieuse, à court terme et de manière dangereuse à long terme les Etats Unis ». 1952 dossier page 55.

Au nom de cette claire compréhension de la révolution permanente, fut adoptée dès les accords de Genève une politique de réintervention : la guerre spéciale. Ses buts en ont été réaffirmés dès 1964 par Macnaughton, secrétaire adjoint à la Défense en un petit condensé de l'impérialisme quotidien (dossier page 391) : a- protéger la réputation des Etats Unis en tant que garant contre la subversion ; b- éviter un effet de dominos tout particulièrement dans le sud-est asiatique ; c- garder le territoire du Sud Vietnam à l'abri des communistes ; d- émerger de la crise sans souillure irrémédiable provoquée par nos méthodes... (sic) ! ». Pour cela, l'engagement US fut total.

Le mensonge intérieur fut érigé en doctrine ; ainsi, l'on connait le prétexte pris par les Américains pour bombarder le Nord : l'attaque des destroyers US dans le golfe du Tonkin. Or, même en novembre 64, l'amiral Mustin demandait : « Reprise des patrouilles de destroyers dans le golfe du Tonkin. Si elles sont l'objet d'une attaque, elles pourraient servir des base à une attaque et devraient être envisagées surtout dans ce but ». Ainsi, même après que l'incident du golfe du Tonkin ait été démontré comme étant une provocation, l'état major américain utilisait la même grosse ficelle.

Pour ceux qui croient que le président Johnson, lorsqu'il a annoncé « les bombardements limités » étaient sincère, le télégramme aux ambassades US en Asie disait, entre autres :

a) vous attirerez l'attention sur les renforts qui sont annoncés et ferez bien comprendre qu'il n'y a rien de changé à notre détermination.

b) vous ferez remarquer qu'il est très probable qu'Hanoi dénonce le projet et nous laisse ainsi les mains libres. Néanmoins nous pouvons souhaiter continuer à limiter les bombardements, de façon à bien prouver la sincérité de cette mesure et placer sur le dos d'Hanoi la responsabilité de ce qu'il découlera par la suite.

c) de toute façon, les conditions atmosphériques auraient limité nos bombardements au Nord du 20ème parallèle au moins pour les 4 prochaines semaines, ce qui constitue à notre point de vue, la durée maximum d'une période de test. Ainsi, nous ne faisons pas un bien grand cadeau. (Dossier page 639).

Voyons les moyens mis en œuvre :

1) moyens terrestres, plus 500.000 GIs, plus d'un million de soldats fantoches engagés dans les opérations « Search and Destroy » (chercher et détruire). En fait, derrière ces opérations de recherche du Vietcong, se cachait la politique « tout piller, tout incendier, tout détruire », suivant laquelle « un bon vietnamien est un vietnamien mort », caractérisée par le massacre de My Lai (pour lequel le lieutenant Calley a été acquitté).

. Simultanément, plus d'un million de personnes étaient déportées dans les « hameaux de la vie nouvelle » (hameaux stratégiques) ou les bidonvilles de Danang, Hue, Saigon.

2) moyens aériens et navals. En début 66, Macnamara admettait 12.000 raids aériens par mois (à l'époque l'aviation stratégique n'était pas encore engagée).

En fait, les Américains ont engagé plus de quatre mille appareils supersoniques plus de six mille hélicoptères, un nombre incroyable et inchiffrable d'avions légers, d'avions sans pilote, les deux tiers de leur parc de bombardiers F 111 à géométrie variable et au moins la moitié des B 52 du Stratégic air command. Le tout pour lacher sur le seul Vietnam trois fois plus de bombes (et autrement plus puissantes) que pendant toute la deuxième guerre mondiale sur tous les fronts par toûs les belligérants.

Transformant Danang en plus grand aéroport du monde (trafic supérieur à celui de New York), encerclant le Vietnam d'une série de bases géantes en Thailande, à Guan, etc... mobilisant, en permanence plus de 50 navires dont 5 porte-avions et deux porte-hélicoptères par roulement au large du golfe du Tonkin.

Ajoutant au délire quantitatif, le délire qualitatif : **smart bombs** (bombes élégantes) : « **grand slam** », destinée officiellement à : « souffler la végétation sur 200 mètres pour libérer une aire d'attérissage nette pour hélicoptère. La bombe pesait 3 tonnes.
**Bombes à bille** libérant 300, ou 400 containers de 75 billes transparentes aux rayons X, donc inlocalisables pour un chirurgien et raffinement de terreur, excentrées pour continuer à rouler dans le corps du malade au moindre mouvement de l'organe.
**Napalm** conçu pour atteindre 3.000 degrés et ne pas se décoller de la peau.
**Phosphore, gaz CNCSCBVX, défoliant** 24T, 245T, (gaz orange). Le tonnage exact n'est pas connu, mais le sénateur Proxmire estime que les 2/3 du Sud-Vietnam sont incultivables pour 20 à 30 ans.

Simultanément à ce programme de terreur aveugle (raffiné par les zones de tir libre et les renifleurs électroniques) un programme de terreur sélective était mis en place, tel le plan Phoenix prévoyant officiellement l'assassinat de plus de 150.000 cadres vietcongs ou « présumés tels » (sic).

L'encadrement quantitatif continuait, n'en déplaise à ceux qui croient aux mascarades des votes du Congrès : « la république du Sud-Vietnam :» était la troisième puissance aérienne du monde. Au total, la guerre américaine a fait au moins 7 millions de morts et de blessés (Le Monde).

Un tel déploiement de moyens montre bien l'importance que revêtait la victoire pour les USA et fait sentir l'ampleur de la défaite. Elle démontre aussi le rôle joué dans l'évolution du rapport de force pour le prolétariat mondial de la révolution vietnamienne. Elle est lourde de conséquence, maintenant que les Américains sont effectivement menacés de 2, 3 Vietnams, en Thailande, au Moyen Orient, etc...

**Vingtras**

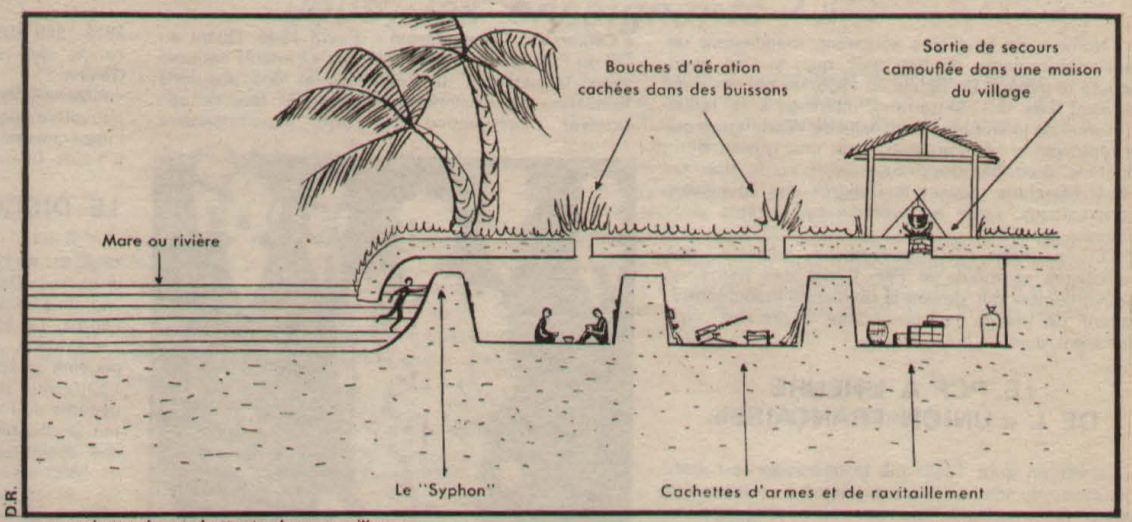
# LA RESISTANCE DU VILLAGE

## *L'armée du peuple et le peuple en armes*

*Comment la plus formidable puissance capitaliste mondiale a-t-elle pu être obligée de s'incliner devant une petite nation « divisée et arriérée » ? Comment la quasi-totalité des généraux français puis américains ont-ils pu subir échec sur échec face à un peuple paysan ?*

*Les corps d'armée impérialistes se sont heurtés à une guerre étrangère, « guerre de longue durée », où le combattant cherche à « se suffire à lui-même », où la population se lève au mot d'ordre « tout pour le front, tout pour la victoire ». Ils ne pouvaient pas la comprendre, ils étaient en effet là pour écraser la « subversion ». Ils recherchaient les réponses dans le domaine militaire alors qu'elles étaient politiques.*

*Nombreux sont les facteurs qui expliquent le succès de la guerre révolutionnaire des peuples indochinois. Mais cette guerre fut d'abord menée par le paysan, le village. Haie de bambou contre B 52 ! Comment la résistance fut-elle possible ?*




D.R.

**une cachette de combattants dans un village**

### LA CONSTANTE PERMUTATION DU FRONT ET DE L'ARRIERE

*Contrairement à ce que veut le mythe, le milieu vital du guerillero n'est pas la jungle, mais la population ; la forêt qui le camoufle n'est pas tant celle des arbres que celle des hommes. Cette guerre impliquait la totalité de la population, des enfants aux vieillards, tout le monde participe activement à la guerre révolutionnaire.*

*Les troupes d'occupation se trouvent dans un milieu hostile ; elles ne peuvent trouver l'ennemi car celui-ci est partout, ou alors elles doivent tenter le génocide. Il n'y a pas de ligne de front, la physionomie des combats se modifie sans cesse. Truong Chinh caractérisait cette situation par une image, celle de deux peignes coincés l'un dans l'autre. Giap en fit une directive :*

*« Faire des propres arrières de l'ennemi nos propres positions avancées... Dans cette guerre, pas de front défini. Il n'était nulle part et il était partout ».*

### LE VILLAGE COMME BASE DE RESISTANCE

*« Le village vietnamien par sa rusticité même a été pour la nation un sanctuaire inviolable. Non qu'il fût en force pour résister isolément, mais cette configuration nationale se rencontrait partout ».*

*P. Mus*

*D.A. est un village situé dans la grande banlieue de Hanoï. Après la révolution d'août 1945, les Français essayèrent d'y reprendre pied, car le Vietminh y était très puissant. Face aux opérations militaires, la première attitude de la population fut de se replier sur le village, puis de le renforcer. Les paysans surélevèrent les enceintes, construisirent des miradors, organisèrent des tours de garde. Ils transforment la localité en village fortifié. En 1949, un ratissage plus important contraint les villageois à s'enfuir. Les 2/3 furent évacués vers les zones libres, quelques personnes seulement restèrent pour surveiller les maisons et s'occuper de la récolte. La guerre sera longue, il faut s'y préparer. Tous les champs doivent être cultivés, tout l'espace doit être occupé. Il faut réorganiser le retour au village : pas de possibilité de guerre de longue haleine si l'unité territoriale est démantelée. Il faut se suffire à soi-même tout en élargissant ses points d'appui. Il faut faire de ce réseau de villages qui fait le Vietnam une coulée de lave pour l'ennemi. On s'organise à l'intérieur du village : on creuse des trous de protection, des caches. Les galeries souterraines se développent et, de protectrices, deviennent offensives. De nouvelles techniques de combat naissent ainsi : le corps expéditionnaire de Dien Bien Phu s'en sera rendu compte, étranglé par un réseau mobile de galeries.*

*Face aux bombes, un village souterrain double le village aérien. La vie est bouleversée mais le paysan tient. Comme pour les grands travaux d'irrigation, la mobilisation de toute la population est indispensable à l'édification de ses ouvrages. L'individu s'efface devant le devoir collectif.*

La clef de la résistance à un ennemi infiniment supérieur quant à la techniques, l'armement, les moyens matériels, tient à cela : la guerre révolutionnaire, c'est une « guerre du peuple », une population entière mobilisée pour le combat économique comme militaire, pour le front.

### REFORME AGRAIRE ET RESISTANCE NATIONALE

Mais parce qu'elle est « guerre du peuple », la guerre révolutionnaire est aussi « guerre de classe » : *la mobilisation paysanne posera d'emblée l'exigence de la réforme agraire.*

*Elle connaîtra plusieurs étapes : réduction des fermages et réforme « souple », réforme radicale de 1953 qui prépare l'offensive d'hiver-printemps sanctionnée par la victoire de Dien Bien Phu, socialisation de l'agriculture au Nord, en 1956-1958.*

*Au Sud Vietnam, la réforme agraire ne peut suivre le même rythme qu'au Nord. Mais plus de 600.000 ha ont été distribués ! Cette attribution a été lourde de conséquences pour tous les régimes qui se sont succédés à Saïgon. Les paysans qui avaient considéré la terre distribuée comme leur propriété furent « surpris » d'apprendre en 1956 que la réforme Ngo Dinh Diem la redonnait à l'ancien propriétaire. C'est cela qui provoque le soulèvement de nombreux villages, soulèvement qui, avec celui des minorités, annonçait la formation du Front National de Libération. Devant les tentatives de réforme capitaliste de l'agriculture, organisées dès 1966-67,* la terre devint un des enjeux permanents de la lutte, le socle de la mobilisation paysanne ; elle alimentera sans cesse l'esprit de résistance.

le contenu de la question nationale devient la question agraire.

### POUR QUOI, POUR QUI COMBATTONS-NOUS ?

*Le but essentiel est d'amener les recrues à trouver d'elles-mêmes les réponses au « pourquoi et pour qui ? » : ainsi commençaient les premiers cours de formation donnés aux jeunes soldats.*

*Vinh, qui est chargé de l'éducation des soldats, explique :*

*« Les étudiants dont les parents n'ont pas été exploités ont une compréhension très nette des intérêts de la nation... mais il leur est difficile de voir le problème sous l'angle des classes... Ce n'est pas le cas des paysans et des ouvriers qui adoptent aisément une attitude de classe. Par contre, ils n'ont pas aussi nettement conscience du problème national... Nous nous efforçons de concilier ces deux points de vue de manière à ce que toutes les recrues aient une attitude correcte à l'égard de ces deux problèmes ».*

*(Burchett « Pourquoi le viet cong gagne »)*

La levée des masses paysannes n'aura pas laissé immuable le village vietnamien. *En luttant, il se sera profondément transformé. Dans le rapport entre l'homme et la terre, le paysan vietnamien aura puisé une volonté extraordinaire de résistance à l'impérialisme. Mais cette volonté aura été aussi bien dirigée contre le grand propriétaire, l'usurier, le gros commerçant, le fonctionnaire corrompu. Le combat pour la terre prépare paradoxalement le paysan à accepter sa socialisation.*

Tradition et Révolution : la résistance anti-impérialiste prélude à la révolution socialiste !

**PIOTR**

# LA MEMOIRE COURTE

## *la politique des gouvernants français fut toujours impérialiste !*

Nombre de gaullistes soupirent, manifestant un anti-américanisme de bon aloi, que, si l'on avait écouté le général De Gaulle en 1966, les choses n'en seraient pas là ! Mitterrand, interrogé à la radio, s'étonne de la stupidité criminelle de Washington qui a replongé le monde libre dans une guerre d'Indochine dont Mendes-France avait su le tirer en 1954. Marchais, devant le Congrès des Jeunesses communistes, salue et remercie ses « frères vietnamiens »...

Et pourtant, le mouvement gaulliste, les socialistes et même le PCF furent des partis de gouvernement qui, devant la révolution indochinoise, eurent de claires responsabilités à prendre... qui semblent aujourd'hui oubliées.

### LE PCF A L'HEURE DE L'« UNION FRANÇAISE »

C'est en août 1945 que la libération et l'indépendance du Vietnam sont proclamées : le Vietminh vient de prendre le pouvoir sur l'ensemble du territoire et la République démocratique du Vietnam voit le jour. En France, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le PCF participe au gouvernement. Va-t-il faire de la reconnaissance de la liberté nouvellement gagnée des « frères vietnamiens » une des conditions de cette participation ?

**« ... les colonies françaises... sont absolument incapables d'exister économiquement, et par conséquent politiquement, comme nations indépendantes »** écrit sans ambage Henri Lozeray dans les « Cahiers du Communisme » d'avril 1945. Quant au CC du PCF, il affirme en 1947 que « l'intérêt national exige le maintien de l'influence et des positions françaises en extrême-orient » et s'il faut désapprouver l'intervention du corps expéditionnaire

D.R.

**Thorez, Auriol, De Gaulle en 1946.**

c'est... « parce qu'il aboutirait à la dissociation de l'Union Française » ! C'est d'ailleurs, expliquera Duclos, le « souci des intérêts du pays et un sens aigu des responsabilités » qui fera **voter les 5 ministres communistes les crédits de guerre pour l'Indochine** et les députés communistes s'abstenir honteusement ! (1)

### MENDES-FRANCE PASSE LA MAIN

Quand après neuf ans de guerre, Paris fut obligé de reconnaître que la victoire révolutionnaire de Dien Bien Phu sonnait le glas de la domination coloniale, ce fut Mendes-France qui fut chargé de signer les Accords de Genève de 1954, divisant « provisoirement » le Vietnam, accords qui portaient en eux la deuxième guerre d'Indochine. Washington avait clairement fait savoir qu'il n'en respecterait pas les clauses. Cela n'empêchait pas Mendes-France de déclarer alors :

**« J'écarte toute orientation de la politique au Sud qui doive conduire à terme à une tentative de conciliation avec le Vietnam du Nord... il est indispendable de sauvegarder l'indépendance de la politique faite au Sud. Ceci ne doit prêter à aucune confusion... Il est indispensable que l'orientation politique à prendre dans le Sud-Vietnam soit sérieusement étudiée en accord avec les Etats-Unis ... »** (2).

C'est le gouvernement Mendes-France aussi qui signera le traité de Manille qui crée l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est) équivalent asiatique de l'OTAN, alliances de guerre froide et chaude, anticommunistes. Finalement, c'est un gouvernement socialiste — celui de Guy Mollet — qui parachèvera une série de mesures visant à laisser le champ libre aux USA en faisant évacuer les troupes françaises du Sud-Vietnam le 28-4-1958 afin qu'elles n'aient pas à forcer l'application des clauses politiques des Accords de Genève.

Mendès-France et Guy Mollet auront fait ce qu'ils pouvaient pour passer intégralement la main à l'impérialisme américain, présent en Indochine grâce à l'aide financière à la France dès 1950.

### LE DISCOURS DE PHNON PENH

C'est en 1966 que De Gaulle, l'homme qui envoya onze ans plus tôt le corps expéditionnaire franco-anglais à Saigon, fit son fameux « discours de Phnom Penh ». La lutte au Vietnam, déclare-t-il est une « résistance nationale », les peuples d'Asie ne peuvent se soumettre « à la loi de l'étranger venu de l'autre rive du Pacifique » (3)... L'homme du 18 juin décerne au FNL un « brevet de résistance ». Voilà qui fait grincer des dents à Washington et laisse pantois nos socialistes !

Mais les actes ne suivent pas les belles paroles. Ce n'est qu'en octobre 1968 que le FNL pourra ouvrir une mission d'information à Paris, c'est-à-dire au moment où il est intéressant, y compris pour l'impérialisme américain, que Paris puisse jouer un rôle de médiation. C'est en effet à cette époque, après le Têt 68, que Johnson, président des USA, décide l'arrêt des bombardements sur le Nord-Vietnam et l'ouverture des pourparlers... Quant au gouvernement saïgonnais, il continua à être reconnu, même lorsqu'il prit (inconsidérément) la décision de rompre les relations diplomatiques en 1965.

De Gaulle pressentait probablement la nécessité d'une solution négociée, donc l'importance qu'il y avait à préparer une alternative néo-coloniale. Il percevait certainement l'impopularité croissante de la politique US en Indochine dans les pays du Tiers-Monde. Puissance impérialiste devenue secondaire, il espérait refaire de la France un « grand » et cherchait à profiter de cette situation pour pénétrer de nouveaux marchés (monde arabe...) à la barbe de Washington

Après la « grande peur » de Mai 68 et avec la modération des ambitions françaises, l'alignement sur les USA se feratoujoursplus immédiat. Pompidou puis Giscard, tout en cherchant misérablement à placer au mieux leurs intérêts, deviendront des alliés en second fidèles du « gendarme du monde capitaliste ».

L'affirmation la plus « indépendante », la plus « anti-américaine » d'une politique de la bourgeoisie française — celle de De Gaulle en 1966 — resta foncièrement impérialiste. Comme celle qui fut exigée des partis ouvriers réformistes au gouvernement — parti socialiste bien souvent et PCF à l'occasion. Un Etat capitaliste s'accomode mal d'une politique « progressiste ». Qu'en pensent les tenants de l'« Union de la Gauche » et de la « démocratie avancée » ; ou les maoïste orthodoxes qui fondent leur politique sur la « défense nationale » contre le danger soviétique ?

**P.R.**

**NOTES**

**(1) Voir textes cités « le PCF et la question coloniale », Jacob MONETA. Livres Rouges — Maspéro éditeur.**

**(2) Cité par P. DEVILLERS et J. LACOUTURE, « Vietnam, de la guerre française à la guerre américaine » p. 344. Voir aussi à ce sujet le document du FSI n° 4 : « la politique française en Indochine », pp. 5 et 6.**

**(3) Cité par le document du FSI n° 7 « la France complice de Saigon : la stratégie néocoloniale », pp. 6 et 7.**

## GISCARD SOUS-TRAITANT

**Giscard s'intéresse à l'Indochine. Non par nostalgie, mais parce-que les intérêts français restent les plus importants des investissements impérialistes. L'Indochine - et avant tout le Sud-Vietnam - devait-être la base d'un développement régional dans l'ensemble du Sud-Est Asiatique de l'« influence » française - entendez capitaux. Au nom des « liens historiques » existant entre la France, le Vietnam, le Cambodge et le Laos, Giscard s'est proposé comme courtier d'une solution néo-coloniale à la guerre.**

**Mal lui en aura pris ! Son appui à Lon Nol lui vaudra la nationalisation des plantations françaises d'hevéas au Cambodge. La signature d'un communiqué commun à la Martinique avec Ford qui épouse la thèse américaine provoquera une cinglante réponse du FUNK qui l'obligera à se désavouer. Sa tentative de jouer Sihanouk contre les « Khmer Rouge » fera long feu. Le caractère tardif et méprisant de sa reconnaissance forcée du GRUNK faite après la fuite de l'ambassadeur U.S. et sans consultation aucune avec les cambodgiens, dans un pur style colonial, cloturera une politique de compère impérialiste des U.S.A. Ce qui a probablement quelque chose à voir avec les « mésaventures » de l'ambassade française à Phnom Penh ! Khian Samphan, dirigeant du FUNK, saluera avec éclat, en épilogue la victoire contre « les impérialisme américain et français ».**

**A Saigon, l'ambassadeur de France, Merillon, fera beaucoup pour trouver un successeur à Thieu. Ce sera Minh. Il s'agitera tellement que le GRP remarquera officiellement que les bons offices des services étrangers n'étaient pas souhaités. Et Minh n'aura d'autre choix que la rédition.**

**La diplomatie française aura connut en Indochine un échec sans gloire. A nous d'imposer une aide à la reconstruction sans contrepartie politique ! La France des De Gaulle, Pompidou et Giscard est la première responsable des souffrances des peuples indochinois. Elle doit réparer !**

D.R.

Meeting du FSI
Les camarades indochinois sont à la tribune

Photo TRIX

*Salut à vous frères vietnamiens*
*Soldats de toute première ligne*
*dans les tranchées du prolétariat mondial en lutte*
*contre l'impérialisme*
*Vietnam, Laos, Cambodge,*
*Indochine vaincra*
*Vive le Front révolutionnaire indochinois*

# à leurs côtés

D.R.

Le choeur parlé du Front solidarité Indochine, scandé en 1970 retrace l'enjeu que revêtit la lutte héroïque des peuples d'Indochine pour les travailleurs du monde.

1965. 1er débarquement des marines à Danang. C'est aussi la première intervention militaire directe des USA contre un Etat ouvrier depuis la guerre de Corée : les bombardements de la R.D.V.N. commencent. Et c'est la première leçon donnée pour l'exemple : il est possible de tenir tête et même de battre le plus puissant des impérialismes, encore jamais défait militairement. Quel camouflet pour les tergiversations réformistes sur la coexistence pacifique et les voies de passage légales au socialisme.

Pour toute une génération révolutionnaire trop jeune pour avoir vécu le triomphe de la révolution cubaine ou les premiers succès de la révolution algérienne, le peuple vietnamien a incarné l'actualité de la victoire du socialisme et de la révolution permanente. Socialisme oui !

## C.V.B. - C.V.N.

Le débat a traversé le mouvement de solidarité français : d'un côté le **Comité Vietnam national (C.V.N.)** impulsé par la Jeunesse communiste révolutionnaire (J.C.R.) lointain ancêtre de la L.C.R. et le P.S.U. ; de l'autre, les **Comités Vietnam de Base (C.V.B.)** impulsés par les militants de l'« Union des Jeunesses communistes marxistes-léninistes » (U.J.C. m-l), scission maoïste de l'Union des Etudiants communistes.

En s'en tenant aux mots d'ordre tactiques du FNL, ces derniers refusaient de voir la nature du processus révolutionnaire décrit par Le Duan en 1957 : « **La bourgeoisie vietnamienne n'a joué qu'un rôle de placier et de valet de l'impérialisme français... aucune révolution de libération nationale dirigée par la bourgeoisie n'était possible** ». 13 ans après c'était encore plus explicite : la ligne de la révolution vietnamienne est « **la ligne de la révolution nationale démocratique populaire qui doit accéder directement à la révolution socialiste, sans passer par l'étape du capitalisme** » (V.N. Giap)

Par-delà les débats à tenir sur la tactique des révolutionnaires vietnamiens, dès le début, la nature socialiste du processus en cours ne pouvait être mise en doute. Malheureux les faibles d'analyse...

## LES NOUVELLES AVANT-GARDES

Le Vietnam héroïque a marqué de son sceau l'émergence des nouvelles avant-gardes à l'échelle internationale. C'est sur le mot d'ordre « FNL vaincra » contre le slogan pacifiste du PCF de « Paix au Vietnam » que s'opérèrent les premières mobilisations de la gauche de l'Union des étudiants communistes, avant la formation de la J.C.R. et de l'U.J.C.M.L. Le Vietnam a donné à ces avant-gardes un cadre unifié de confrontation et d'action à l'échelle internationale : de la manifestation de Liège en 1966 contre l'O.T.A.N. et l'escalade américaine à la manifestation internationale de Berlin en février 1968, les principaux organisateurs avaient tous en commun d'avoir été exclus du mouvement officiel par les dirigeants staliniens ou sociaux-démocrates dont ils dénonçaient les trahisons.

Il est symbolique aussi que le mouvement du 22 mars à Nanterre soit constitué après l'arrestation de militants qui avaient mis à sac les locaux de l'American Express contre l'escalade de Johnson et de Westmoreland. Par-delà des décennies de chauvinisme social-démocrate et stalinien, le Vietnam a permis la première résurgence d'une pratique internationaliste unifiée à l'échelle européenne et plus tard mondiale. C'est un aspect dont la direction vietnamienne elle-même a toujours été consciente : « **Il n'est pas exagéré de dire que la résistance vietnamienne a joué le rôle d'abcès de fixation, créant des conditions favorables au développement des luttes révolutionnaires dans d'autres pays** » (V.N. Giap)

## DEUX, TROIS VIETNAM

Le CHE l'exprimait dans son message à la Tricontinentale : « **Comme nous pourrions regarder vers l'avenir proche et lumineux si deux, trois Vietnam fleurissaient sur la surface du globe... avec leurs coups répétés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser ses forces** » Il y eut certes des erreurs et des raccourcis qui se comptèrent en morts et en défaites. Mais la victoire des peuples d'Indochine est aussi celle de tous ceux qui refusèrent le fatalisme de « **ce moment illogique de l'humanité** ».

L'internationalisme mais aussi la ténacité, c'est ce que nous a appris la lutte des peuples d'Indochine. A près mai 68, la « **Vietnamisation** », l'éclatement du mouvement étudiant, la solidarité anti-impérialiste s'est trouvée réduite à la portion congrue. Il fallait alors avec le FSI en France ramer à contre-courant des médias bourgeoises et des courants politiques pour qui le Vietnam devenait désormais secondaire, voire terminé. Cet effort volontariste de quelques uns porta ses fruits : lors des manifestations de rue après la reprise des bombardements contre la RDVN en janvier 73, mais aussi en mai 73 avec la manifestation internationale de Milan. Par ses formes d'organisation (comités de base) ses initiatives (6 heures pour le Vietnam) le recours à l'action directe (accueil de KY à Paris, attaques de consulats, de navires US, action contre Honeywell), les CVN.CVB et le FSI ont aussi facilité la lancement du mouvement de solidarité Chili.

## LE COEUR DU DRAGON

La révolution vietnamienne a porté le fer au coeur du dragon impérialiste. Le lien direct entre la guerre du Vietnam et l'essor du mouvement noir est connu. Après l'invasion du Cambodge en 1970 et l'assassinat des étudiants de l'université de Kent, 6 millions d'étudiants se mirent en grève. Pour la première fois aussi la lutte des peuples d'Indochine dévoila les faiblesses et les possibilités de désagrégation interne de l'armée du gendarme du monde. Nixon choisit la « vietnamisation » aussi parce que l'armée US démoralisée, était de moins en moins capable d'assumer sa tâche contre-insurrectionnelle.

Sous les bombes des B 52 la taupe révolutionnaire vietnamienne, profondément, attachée à la terre, a résisté dans la boue et l'horreur en creusant sous ses rizières et ses paillotes des milliers et des milliers de kilomètres de galeries et de souterrains. Contre l'électronique et les IBM, les bombes ananas, les bombes goyaves, les « renifleurs », les troglodytes du « **monde d'en bas** » ont su résister et vaincre.

Ils montrent la voie.

M.R.

# gagner le tay.nguyen !

*la lutte pour le ralliement des minorités ethniques fut un impératif décisif de cette guerre totale !*

Montagnes et plateaux du Vietnam sont occupés par une mosaïque de diverses minorités ethniques à la langue, la culture, l'économie, l'organisation sociale très différentes de celle des viets, majoritaires, habitants des plaines — les Viets ou Kinhs comme ils sont appelés. Montagnes et plateaux : régions stratégiques s'il en est ! le colonialisme français, comme après lui l'impérialisme américain, s'intéressèrent de très près aux « montagnards ». Vieille politique que de diviser pour règner, que d'utiliser — ou de créer même — les sectes religieuses minoritaires contre la majorité confucéenne, que d'organiser avec l'aide de l'Eglise des communautés catholiques violemment anticommunistes et que d'utiliser enfin la méfiance du montagnard à l'égard du « Viet », du « Kinh » pour l'amener à combattre le Vietminh hier, puis le Front national de Libération. **La lutte pour le ralliement des minorités ethniques devint l'un des enjeux décisifs de cette guerre totale que fut la guerre d'Indochine.**

Si Français et Américains ne purent contrôler les Hauts-Plateaux — le TAY-NGUYEN — ou les montagnes du Nord — le VIET BAC — malgré leurs efforts, ce fut parce qu'ils ne purent cesser d'être... impérialistes ! Ils devaient s'appuyer avant tout sur une bourgeoisie foncière et compradore (liée au colonialisme et au néo-colonialisme) vietnamienne. Au moment où la CIA essayait de gagner la minorité de la région de Ban Me Thuot en créant le FULRO — Front uni de la Race opprimée — (1), le pouvoir de leurs fantôches saïgonnais lançait une grande entreprise de colonisation des hauteurs du Vietnam Sud ! Les tribus étaient déportées, leurs terres de cultures itinérantes divisées et distribuées à des colons viets. Regroupés dans la plaine, les montagnards étaient condamnés à la mendicité et à la mort lente. Une politique d'assimilation forcée chercha à détruire les traditions, les langues, les religions (souvent anamites) des minorités ethniques. Elles résistèrent et s'allièrent au FNL : « Nous, les hommes des tribus, nous avons toujours vécu dans nos arbres, dans nos forêts, au milieu de nos ruisseaux et de nos arbres. Maintenant vous voulez nous enfermer loin de nos forêts, loin de nos arbres. Alors nous mourrons lentement. Vos soldats nous entourent avec leurs fusils. Il vaut mieux appuyer tout de suite sur la gâchette ...». Voilà comment le vieux I. BRU répondit au conseiller US venu « regrouper » sa tribu (2). La politique diemiste fut brisée.

Bien que souvent « Kinh », les cadres du Vietminh et du FNL construisirent certaines de leurs premières et plus solides bases en terres montagnardes. Nombre d'entre eux eurent la vie sauve lors des répressions diemistes des années 56-60 parce qu'ils furent accueillis et protégés par les tribus. Parce que le PCV sut appliquer une politique révolutionnaire à leur égard, et avec quelle constance !

« Travailler ensemble, vivre ensemble, manger ensemble », tels étaient les trois préceptes prônés par Ho Chi Minh.Minh.viet, connaissait cinq dialectes tribaux quand le journalistes Burchett le rencontra. Il avait minutieusement appris tous les us et coutumes qui jouent un rôle social clé pour les tribus. C'était lui qui s'était parfaitement « assimilé » aux tribus de la province de Darlac ! (2) Quitte à se faire limer les dents jusqu'à ras des gencives pour respecter le code en usage dans des tribus à l'époque du début d'implantation du Vietminh dans le Tay-Nguyen : 1945-46... Le cadre vietminh commençait à devenir membre intégré de la tribu avant de chercher à en modifier les coutumes les plus rétrogrades.

La transformation des coutumes s'est opérée avec l'éveil des minorités à la révolution. Mais sans céder à une politique d'assimilation« socialiste » ! Et en République démocratique du Vietnam, des « zones autonomes » furent constituées dans lesquelles « presque tous les leviers de commande se trouvent entre les mains des autochtones... (qui) occupent déjà jusqu'à 70-80 % » des organismes du pouvoir et du parti dans certaines provinces. Nombre de ministres, de membres du CC et de généraux

de l'Armée de Libération sont « montagnards » Les plus importantes langues des minorités ont été dotées d'écritures (elles n'en avaient pas), deux centres de radio desservent les zones autonomes, tandis que des journaux et des livres sont édités en langues minoritaires. Ces zones ont été considérées comme prioritaires quant au développement économique en même temps qu'était fait un important effort de revalorisation. C'est ainsi que le « Vietnam, pays multinational, (devient) une nation homogène, stable, solide, avec une culture multinationale aux aspects variés » (3).

**Contre-révolution impérialiste et révolution prolétarienne se sont confrontées pour gagner à elles les minorités montagnardes. C'est la révolution qui l'aura emporté !**

P.R.

NOTES

(1) Voir Jacques DOYON : « les Vietcongs ». Denoël.
(2) BURCHETT « la seconde Résistance — Vietnam 1965 ». Seuil. Chapitre 7.
(3) Etudes vietnamiennes n° 15 «Régions montagnardes et minorités nationales en R.D. du Vietnam ». Editions de Hanoi.

# LES JEUNES FILLES DE CU-CHI

La révolution vietnamienne aurabouleverséla condition de la femme. Et, si beaucoup reste à faire, que de chemin parcouru ! No, jeune fille du village de Cu-Chi, près de Saïgon, voulait participer aux combats... C'était au début, image de la lutte des femmes vietnamiennes pour leur libération, il lui faudra d'abord combattre ses propres camarades.

*« On dit qu'elle a le « feu militaire ». Ce feu lui est venu depuis qu'elle a remarqué que son frère aîné se rendait chaque soir dans un fourré pour se changer et en ressortait, une mitraillette à la main.«. No lui demanda un jour à brûle-pourpoint :*

*— Est-ce qu'une fille peut faire la même chose que toi ?*

*— Pas question ! répondit-il sèchement.*

*Toutefois, il lui confia par la suite diverses missions : aller aux renseignements , faire la liaison et même assurer la garde. C'est ainsi qu'elle adhéra à la formation clandestine d'auto-défense »...*

Toute la région se préparait à briser la première contre-offensive U.S. de saison sèche.

No et Mang, une amie, s'était engagée à constituer une unité féminine. Un jour elles rencontrèrent le camarade Tam Chu, commissaire politique des forces régionales du district.

Il tira un papier dactylographié de sa sacoche :

*«— Voilà la décision vous concernant, dit-il. On va mettre sur pied un détachement féminin pour les nouveaux besoins de la guérilla. Propagande armée, participation au feu, stimulation du mouvement féminin, voilà votre tâche. Elle est d'une portée dont nous ne pouvons mesurer toute l'étendue à notre échelon. Libérer la nation. Libérer le peuple. Libérer les femmes. Avez-vous bien compris ?*

*— Nous, certainement ! Mais les hommes ? répondit Mang.*

*— Pas seulement les hommes, répliqua Tam Chu, il y a aussi les mères qui comprennent difficilement. Mais le Parti a confiance en vous. Faites votre possible pour mettre sur pied une section d'ici la fin de l'année.*

La tâche était difficile et dangereuse...

*Elles eurent à subir un bombardement par B 52 au moment de s'entraîner au tir et au maniement des armes. Mais les bombes eurent moins d'effet sur leur moral qu'une plaisanterie dont les gratifiait un soldat de Libération qui passait. Les voyant armées, il s'esclaffa :*

*«— Des fusils vétustes pour les femmes ? Mais nous avons quantité de A.K. et de carabines dans le magasin. On n'a donc pas confiance en vous ! Ce doit être ça, hein ?»...*

*... Les préjugés contre les filles sont... bien enracinés. Même à l'armée de Libération, bien des gars ne croyaient pas au sérieux des unités féminines et le laissaient voir avec ostentation. Maintes fois, la section de No fut stoppée en pleine marche par quelque grand diable qui se mit en devoir de « confisquer » leurs bidons ou leurs armes, histoire de rire :*

*«— C'est à nous, tout ça ! Les filles n'y ont pas droit !»*

*Mang avait interdit à ses camarades de rien dire qui puisse affecter la solidarité des armes. Elle se contentait de répondre avec douceur :*

*«— Nous n'avons jamais dit le contraire. Mais prêtez-les-nous, ça nous fait tellement plaisir ! Quand on en aura assez, on vous les rendra, mes frères.»*

*Les moins écervelés des garçons trouvaient la pilule amère. Mais dans l'unité, on était d'avis que Mang se montrait conciliante...* Mang répondait :

*«— C'est plus facile de battre le Yankee que de supporter les quolibets des nôtres, c'est certain !»*

*Les militantes du district cependant réservaient la plus grande sollicitude pour la section. Chacune de venir leur parler avec la plus grande sincérité :*

*«— C'est la première fois que nous avons une unité féminine et tout le monde espère que vous vous comportiez bien au feu. Même après vingt ans de révolution, on dit toujours que les femmes ne peuvent pas s'entendre, que nous n'avons aucune largeur d'esprit. Il s'agit de vaincre ces préjugés tenaces. J'ai confiance en votre jeunesse ».*

*Avant de prendre officiellement part au combat, l'unité se réunit en congrès. Une réunion militaire sans aucun homme.*

Elles durent lutter encore longtemps avant d'avoir le droit de s'attaquer directement aux troupes américaines. Les préjugés étaient effectivement tenaces ! Mais un jour, après un combat victorieux un vieux paysan s'exclaffa et cria :

*« Bravo, bravo, grâce à la venue des Yankees, nous avons maintenant des filles soldats ! »*

Extrait de Hong Chav - partisans n° 40 - Janv-Fév. 68

# NOTES INTERNATIONALES

# Le voyage de Giscard au Maroc

## *la négociation des termes d'un nouveau pacte impérialiste*

■ Il y a dix ans, Ben Barka était assassiné en France. La monarchie marocaine était directement impliquée dans le meurtre : Oufkir, exécuteur des basses œuvres du régime, y avait trempé en collaboration avec les services français. Les dimensions prises par « l'affaire » contraignaient De Gaulle à rompre les relations diplomatiques et à bloquer l'aide financière... Le voyage e Giscard tourne la page. Mais, en fait, la pénétration impérialiste française n'avait pas cessé pour autant dans l'industrie, les mines, les transports, l'agriculture, le système bancaire, etc... Les décisions gaullistes ne faisant qu'accentuer son déclin relatif au profit du capital financier ouest-allemand : ainsi la « Banque nationale de Développement économique », maître d'œuvre des investissements publics, est contrôlée en partie par des banques U.S.

Malgré un code des investissements très favorable aux investissements étrangers, ceux-ci s'étaient ralentis ces dernieres années. En effet, depuis 69, le régime parvient difficilement à juguler, à l'aide d'une répression féroce, une remontée des luttes dans le secteur industriel, répondant par des enlèvements, des emprisonnements et la dissolution de l'U.N.E.M. (1) à la combativité de la jeunesse scolarisée ; écrasant brutalement les révoltes paysannes ; bloquant le fonctionnement des partis d'opposition : Istiqlal, U.N.F.P., P.L.S. Les deux tentatives de coup d'Etat de 72 et 73 révélaient la fragilité du régime et concourraient à le discréditer comme meilleur garant des intérêts impérialistes dans la région. Le succès de son appel à l'union sacrée autour de la question saharienne a permis à la monarchie de briser son isolement politique : l'opposition démocratique, dans sa quête perpétuelle d'une aprticipation au pouvoir, a honteusement courbé l'échine devant les promesses de libéralisation, louant l'anti-impérialisme du monarque... et favorisant le replâtrage du régime !

En accordant récemment une aide financière importante, la bourgeoisie française a estimé que la situation sociale et politique est suffisamment stabilisée pour faire du Maroc une pièce importante de sa strtégie économique et diplomatique, d'autant que Hassan s'est vu reconnaître un rôle de médiateur dans le concert des régimes arabes. Dans cette période de crise, la promesse de profits juteux est la bienvenue pour les sociétés mêlées au contrat concernant la construction de raffineries, d'usines pétrochimiques et de dérivés phosphatés, de câbles téléphoniques... et une visite du C.N.P.F. suivra celle de Giscard.

En contrepartie, la bourgeoisie française appuiera les manœuvres diplomatiques de la monarchie marocaine visant, au-delà de la question territoriale, à un nouveau partage du gâteau (mines, pétrole, pêche) au Sahara sous domination espagnole. D'autant que cet appui consolide par contrecoup le régime pourri de Hassan...

Le faste qui a entouré l'accueil de Giscard, la libération récente d'une cinquantaine de militants politiques (alors que des milliers d'autres continuent à croupir dans les geôles du régime) constituent un rideau de fumée derrière lequel vont se négocier les termes d'un nouveau pacte impérialiste. Pacte derrière lequel se profile une accentuation du contrôle de l'émigration (administratif et policier) ; une pénétration accentuée du capitalisme à la campagne provoquant expropriation-ruine et exode de la paysannerie pauvre qui va grossir les rangs innombrables des chômeurs ; une exploitation accrue de la classe ouvrière favorisant le dégagement de superprofits pour les sociétés étrangères... Pacte impérialiste dressant la carte des affrontements à venir du peuple marocain contre l'impérialisme et le régime à son service.

□

## ANGOLA : SOUTENONS LE M.P.L.A.

**● En Angola, avant même l'échéance de l'Indépendance, les trois composantes nationalistes du gouvernement de coalition s'affrontent de plus en plus vivement.**

**Contre le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, se déchaînent les provocations sanglantes des deux fractions droitières liées aux régimes néo-coloniaux et aux colons : l'Union nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (U.N.I.T.A.) de Sawimbi et le Front national de Libération de l'Angola (F.N.L.A.) de Holden Roberto.**

**Dans la nuit du 28 au 29 avril, des affrontements armés à Luanda ont encore fait des dizaines de morts. Dans les bidonvilles se développent peu à peu des formes d'auto-défense contre les troupes du F.N.L.A. et de l'U.N.I.T.A.**

**La politique du M.P.L.A. est en porte-à-faux entre un respect des accords d'Alvor qui le lient aux deux autres mouvements et la rpession grandissante du mouvement de masse, exacerbée par les attaques répétées de la réaction contre les formes diverses d'auto-organisation.**

**Malgré cette insuffisance du M.P.L.A., nous devons soutenir ce mouvement dans ses initiatives de masse, rester vigilants contre toute solution néo-coloniale et nous tenir prêts pour les combats qui s'annoncent.**

## PORTUGAL : MEETINGS DE LA L.C.R.

**Montpellier :**
**250 participants. Un débat animé s'est engagé avec les militants de l'« Humanité rouge » qui tentèrent d'interrompre le meeting ; ils ont fait sur place une autocritique. Quant aux militants de l'AJS, invités à préciser leur analyse du MFA, ils préférèrent lancer un appel à faire chuter le gouvernement Giscard-Chirac.**

**Avignon et Sète**
**50 personnes pour le premier, 20 pour l'autre. Mais dans les deux cas de nombreux travailleurs portugais sont venus discuter de la situation et des perspectives dans leur pays.**

**Marseille**
**Un meeting Portugal a réuni 150 personnes à la Faculté des sciences.**

**Sont annoncés : le 7, meeting à Perpignan, le 22 à Béziers.**

## AFRIQUE EN LUTTE

**N° 14-15**
**Prix : 3 frs, en vente à la librairie Rouge**
**Au sommaire : Senghor réprime :**

## GABON : MANOEUVRES FRANÇAISES

● *L'affaire du Tchad terminée, ces messieurs nous avaient juré leurs cent dieux qu'on ne les y prendraient plus. Aujourd'hui la France de Giscard « respecte » la souveraineté des Etats avec qui elle coopère ! Elle se refuse, comme chacun le sait, à s'immiscer dans les affaires intérieures ! et pourtant nous avons lu dans « Terre-Information » d'avril 1975 une note sur les manœuvres « Equateur 74 », manœuvres franco-gabonaises.*

*« La manœuvre, dont le thème était centré sur la réduction de bandes armées menaçant les installations industrielles essentielles du Gabon s'est déroulée en deux phases. La première avait pour cadre la presqu'île de Port Gentil, zone pétrolifère d'importance économique majeure... »*

*Un ennemi intérieur à l'extérieur en quelque sorte !*

**En vente à la librairie Rouge, les premiers numéros d'une série de brochures en langue**

— Léon Trotsky : 3 concepts de la révolution en Russie (3 frs)
— Jacques Vallier : L'impérialisme et la révolution permanente (3 frs)
— à paraître : Léon Trotsky : Leur morale et la nôtre

# C.G.T. trois questions sans réponses

*« La sève des luttes monte » explique Séguy à l'Humanité-Dimanche... Mais il est fort imprécis sur les perspectives.*

« **Où en est la situation sociale ?** » sous ce titre alléchant, le dernier numéro de « l'Humanité-Dimanche » publie une interview de Georges Séguy qui fait le point sur la situation économique et les luttes en cours. Elle laisse largement le lecteur sur sa faim. Au moins sur trois points essentiels.

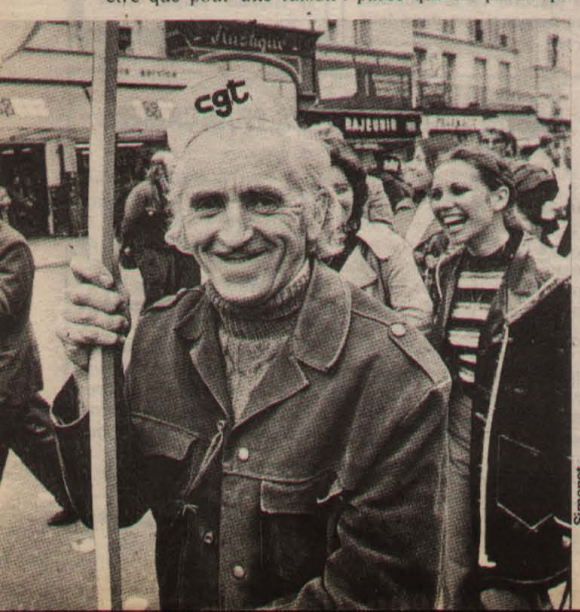
## 1) Quelles revendications ?

Interrogé par Robert Lechêne sur la visite qu'il a faite à Matignon et au CNPF en compagnie d'Edmond Maire, Séguy réaffirme le choix des deux revendications qu'il juge primordiales aujourd'hui : le plein salaire pour les chômeurs et la retraite à 60 ans.

Passons sur les justifications plus que douteuses qu'il donne à la première (« **le maintien de la consommation intérieure qui est le premier stimulant de l'activité économique** ») comme à la seconde (vétérans du travail, place aux jeunes !). Ce n'est pas le bien-fondé de ces deux revendications qui est ici en cause.

Ce qui est grave, c'est de voir Georges Séguy confirmer une nouvelle fois que la revendication qui devrait être centrale face au chômage, **la réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire** passe de plus en plus sous la table. En Italie, la bureaucratie syndicale (et même une partie de l'extrême-gauche) ont carrément combattu cette revendication préférant s'enliser dans les marécages réformistes des « investissements au sud »... Le syndicalisme français s'engagerait-il à son tour dans cette voie ?

La semaine de 35 heures, le partage du travail existant entre toutes les mains ouvrières sans réduction de salaires ont un écho important chez une masse de travailleurs. Le cortège du 1er mai et nombre de luttes récentes l'ont montré. Si les directions syndicales se montrent si réticentes, ce ne peut être que pour une raison : parce que les partis qui se réclament du programme commun ont fait savoir qu'ils n'entendaient pas rééditer l'expérience de Léon Blum et que c'est peu à peu, progressivement qu'un gouvernement de gauche redescendrait aux 40 heures.



Simonet

## 2) Quelle conjoncture sociale ?

L'analyse de la courbe des mobilisations ouvrières qui transparait dans les réponses de Séguy a le mérite de la simplicité :

**« L'an dernier à pareille époque, il y a eu une grande euphorie, un grand espoir dans le monde du travail, à l'idée qu'une victoire des solutions du programme commun de la gauche était à portée, à l'élection présidentielle. Ce développement considérable des énergies populaires à ce moment a connu après la victoire in extremis de la coalition de droite un phénomène de reflux (...) Je pense que nous sommes en train de franchir ce cap et que maintenant c'est le flux qui caractérise le mouvement des masses populaires ».**

Ainsi, nous serions à l'orée d'un nouveau flux, et c'est la « grande victoire » de Renault qui aurait constitué un « **véritable tournant dans l'action revendicative** »...

Cette façon de réécrire l'histoire des luttes ouvrières depuis l'avènement de Giscard est pour le moins suprenante. Elle met tout simplement entre parenthèses la vague de luttes qui secoua la Fonction publique à l'automne 74. Peut-on sérieusement classer dans la rubrique « reflux » les 5 semaines de luttes menées par 200.000 postiers, la plus grande grève de toute l'histoire de la profession ? Et l'échec de la grève SNCF fut-il dû à un manque de combativité des cheminots ou au refus de généraliser des directions syndicales, soucieuses d'éviter à tout prix un « 3e tour social », une épreuve de force avec le gouvernement ?

Si des difficultés, des obstacles à l'extension sont apparus cet hiver, la raison en incombe fondamentalement aux retombées de l'échec de la Fonction Publique, au blocage subjectif dû à la tactique des directions syndicales, au caractère démobilisateur du débat de sourds entre le PC et le PS et non à l'éloignement des espoirs électoraux. Pour désigner cette situation le terme de reflux est d'ailleurs tout à fait impropre.

Il en est de meme pour Renault. A qui fera-t-on croire que cette « grande victoire » est le levier qui va faire basculer la situation sociale ? Certainement pas aux 14 licenciés de Billancourt qui restent sur le carreau après la grève. Pas non plus aux travailleurs du Mans, les résultats des dernières élections professionnelles le montrent.

Fait significatif : lors de la manifestation du 1er mai un mot d'ordre scandé par les militants de la L.C.R. avait le don à la fois d'être repris par les travailleurs combatifs et de mettre en fureur le service d'ordre CGT. Il disait simplement : « A

D.R.

**Renault, aux PTT, Giscard-Chirac n'ont pas cédé, c'est tous ensemble qu'il faut frapper »...**

## 3) Quelles perspectives ?

Séguy on le sait est friand de formules : « **La sève monte** », explique-t-il. « **L'heure est à l'audace dans l'action revendicative mais de façon responsable, comme toujours** »...

En fait, cette « **audace responsable** » commence par un refus réaffirmé de toute perspective de grève générale. Mai 68 ? C'est un épouvantail agité par le patronat ! « **Nous savons d'expérience que l'histoire ne se répète jamais deux fois de la même façon et nous ne poursuivons par le but de refaire dans les meilleurs délais un mai 1968** ».

L'histoire a bon dos. Qu'oppose-t-on en effet à la perspective de préparer une grève sur une plateforme unifiante pour l'ensemble de la classe ouvrière, une grève qui puisse mettre bas le le gouvernement s'il refuse de céder et le remplacer par un gouvernement des organisations ouvrières ? Les perspectives de lutte préconisées par Séguy sont exposées dans le style ondoyant et sinueux des gens qui n'ont rien à proposer de précis avant les prochaines élections :

**« Ces moyens sont multiples. Ils relèvent de la responsabilité et de l'initiative de nos organisations au niveau des entreprises, des localités, des départements, à l'échelle d'une branche professionnelle. Ils peuvent aller de la pétition aux manifestations et à l'arrêt de travail.**

**Et aussi, à l'échelle nationale et interprofessionnelle, à des décisions d'actions de grande envergure, permettant aux travailleurs de se faire entendre ensemble, puissamment ».**

Avec un tel bréviaire tout est possible, sauf de préparer une contre-offensive unie de la classe ouvrière sur un programme de lutte face à la crise.

**F.L.**

# USINOR-DUNKERQUE VERS UNE RIPOSTE SUR TOUT LE TRUST

*La direction d'Usinor croyait briser la combativité ouvrière en envoyant les flics, elle n'a fait que la renforcer !*

Usinor : un des plus beaux fleurons de la sidérurgie française ! Pour le patronat sans nul doute : un profit confortable en augmentation de 70 % en 1974 une productivité en hausse constante. Il fallait en moyenne 29 heures de travail pour produire une tonne d'acier en 1950, à Usinor Dunkerque il suffit aujourd'hui de 4 heures.

Mais ces résultats « preuves de la vitalité de l'économie française » ont un prix. Celui que payent les travailleurs qui ont vu leurs conditions de travail constamment empirer. Et ceci au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires : depuis l'ouverture d'Usinor Dunkerque en 1969, on ne compte pas moins de 75 accidents du travail mortels.

## Certains font 22 coulées d'autres 5 !

Depuis deux mois, le patronat impose dans la sidérurgie des réductions d'horaires.

A Usinor-Dunkerque cela se traduit par une moyenne de 7 jours de chômage par mois. Sous le signe de la plus grande anarchie, certains postes arrivent à faire 22 coulées par jour, d'autres 5. Une semaine les travailleurs sont surchargés de travail, la suivante ils n'ont pratiquement rien à faire.

C'est contre cela que, le lundi 28 avril, les aciéries de l'équipe de nuit décident de partir en grève. Pour l'indemnisation totale des jours chômés, pour une répartition du travail entre toutes les mains. Pourquoi certains se verraient obligés de faire des heures supplémentaires, alors que d'autres sont en chômage.

La combativité est forte, les directions syndicales demandent un vote à bulletins secrets : 62 % se prononcent pour la grève.

Mercredi 30 avril les 1200 aciéristes occupent leurs ateliers.

## Sous la protection des flics

La Direction, joliment aidée par la justice, riposte avec rapidité. Le vendredi 2 mai, un arrêté d'expulsion est rendu par le tribunal des référés. Le samedi 3 mai au matin, trois cent flics armés et casqués envahissent l'usine. Le prétexte : la sauvegarde du matériel mis en danger par les grévistes, la nécessité d'assurer les coulées, sinon la fonte se solidifiant dans les mélangeurs les rend définitivement inutilisables.

Sous la protection des flics, la maîtrise essaie tant bien que mal d'assurer les coulées, tout le monde pourra alors vérifier que les affirmations de la direction n'étaient que de gros mensonges, que la sauvegarde du matériel n'était qu'un mauvais prétexte.

## Des piquets sur 7 kilomètres

L'intervention policière a été un mauvais calcul de la part des patrons. Ils croyaient briser la combativité ouvrière, c'est le contraire qui s'est produit. Lundi, ce n'était pas 1200 ouvriers qui étaient en grève mais les 10.000 que compte Usinor-Dunkerque.

L'intervention policière avait surpris les travailleurs. Ils en ont tiré les leçons. Lundi matin, sur les 7 kilomètres d'étendue de l'usine, des piquets d'organisaient, des barrages se mettaient en place. La quelque centaine de jaunes (cadres et administratifs) qui voulaient pénétrer s'est fait repousser sans douceur. A 13 heures, 2000 travailleurs étaient présents à l'assemblée générale convoquée par la CGT et la CFDT. La détermination était grande, la grève générale s'installait.

Sur les revendications suivantes :
— 200 F d'augmentation uniforme
— indemnisation totale des heures chômées
— amélioration des conditions de travail. Diminution des cadences et création d'une 5e équipe.

## Vers l'extension

L'enjeu de la bataille qui s'engage dépasse Usinor-Dunkerque. Elle est à la mesure de tout le trust Usinor, voire de toute la branche métallurgie, où les problèmes sont les mêmes, où les revendications avancées par ceux de Dunkerque peuvent être reprises par tous.

Les débrayages de solidarité ont déjà eu lieu à la SMN Mondeville, à Usinor Montataire. Partout en France, les entreprises de la métallurgie connaissent aujourd'hui de puissants mouvements revendicatifs : dans la région nantaise, en Lorraine à Wendel-Sidelor, à Vallourec...

C'est vers la construction d'un rapport de forces national qu'il s'agit d'aller maintenant. C'est le problème de l'extension qui se pose.

*Contre la répression anti-syndicale*

## une première victoire

**16 mois après le licenciement de Michel Hournon, le prud'homme de Fontainebleau vient de prononcer sa réintégration à l'usine Sovirel.**

Pour être « **revenu chercher sa serviette dans l'usine en dehors des heures normales de travail** » (sic), Michel Hournon, militant CFDT, membre du bureau syndical, avait été licencié le 3 décembre 1973.

Il ne s'agissait là que d'un prétexte : revenir dans l'usine en dehors de ses heures de travail est une pratique courante à Sovirel, surtout pour les travailleurs en équipes, et sans avoir pour cela besoin de faire une demande d'autorisation préalable.

En fait les vrais motifs du licenciement étaient ailleurs : inquiète des luttes qui n'avaient cessé de se succéder (grève avec occupation en 71, grèves tournantes), la direction espérait restaurer « l'ordre » dans l'usine, en s'en prenant aux militants syndicaux les plus actifs.

Elle n'en était d'ailleurs pas à son coup d'essai : après la fermeture d'un secteur de production, elle avait déjà refusé de reclasser, comme les autres, le secrétaire de la section CFDT. Pendant un an et demi, il avait été laissé sans travail, condamné à errer dans l'usine. On lui avait même repris son bureau.

Le licenciement d'Hournon était de la même eau.

### une avalanche de témoignages

Le dossier fourni au conseil des prud'hommes de Fontainebleau était chargé : le procès avait été préparé collectivement et de nombreux travailleurs et militants syndicaux avaient apporté leur témoignage.

Ce furent d'abord les 3 organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) qui rapportèrent les propos tenus par Meurisse, le directeur de Sovirel, lors d'une réunion syndicats-direction, le lendemain même du licenciement : il avait expliqué qu'il avait pris personnellement cette décision pour « **couper le bois mort** », parce qu'il estimait que les gens qui mettaient « **la pagaille** » n'ont pas leur place dans son usine...

Un militant du bureau de section CFDT expliqua le marchandage subtil auquel s'était livré ce même Meurisse, en lui

disant en substance : il y a dans un secteur des grèves intolérables ; j'ai sur mon bureau une lettre de licenciement qui ne partira que ce soir... réfléchissez...

Une pétition collective fut apportée prouvant bien que chacun pouvait entrer dans l'entreprise dans les mêmes conditions que leur camarade licencié. Des travailleurs témoignèrent individuellement avoir fait de même sans être sanctionnés.

Finalement le Conseil des Prud'hommes a prononcé la réintégration dans l'entreprise, dans le même emploi, avec l'ancienneté maintenue et la même qualification.

### imposer une réintégration effective.

Aujourd'hui la réintégration est prononcée, mais elle n'est pas obligatoire. Une loi du 13 juillet 73 permet à l'une des parties de refuser la réintégration : présentée comme une liberté pour le travailleur licencié de rester dans l'emploi retrouvé si celui-ci lui convient, c'est en fait au patron qu'elle permet de choisir en toute liberté.

Ainsi Sovirel peut refuser la réintégration, à condition de verser 35.000 F d'indemnité. Or pour Sovirel cette somme, c'est trois fois rien en comparaison des profits accumulés sur le dos de son personnel.

C'est donc maintenant avant tout sur la mobilisation des travailleurs qu'il faut compter pour obliger la direction à appliquer immédiatement la décision.

Correspondant

NANTES - LA VIGN

# VICTOIRE !

*les 12 de la Vigne Marou sont libres !*

Photo D.R.

4000 à Nantes le 28 avril, à l'appel des organisations paysannes et ouvrières.

# le coup paysan

**Acquittés ! C'est le verdict prononcé par la Cour d'Appel de Rennes pour les 12 paysans emprisonnés après l'expulsion policière de la ferme de Vigne Marou.**

**Ces 12 paysans, qui constituaient le piquet de garde installé sur la ferme occupée par les paysans, avaient été embarqués, puis emprisonnés à la suite d'un jugement expéditif prononcé à leur encontre par le tribunal de St Nazaire.**

**C'est une première victoire importante dans la lutte menée par les paysans-travailleurs de Loire-Atlantique, avec le soutien de la FDSEA, pour le droit au travail et la libération des militants emprisonnés. Face au développement d'un important mouvement de solidarité dans la région (meeting de 2000 personnes à Plessé à la suite de l'expulsion le 22, manif de 5000 travailleurs, ouvriers et paysans, à Nantes le 28, manif régionale à Rennes le 5, jour du procès en appel), la justice des propriétaires a dû reculer ! Nul doute que ce succès va renforcer la détermination des paysans en lutte pour le droit au travail contre le chômage qui atteint les jeunes paysans.**

**Cette lutte autour de la Vigne Marou constitue une nouvelle étape dans la lutte des paysans pour la terre. En apportant une réponse concrète aux problèmes de l'emploi qui touche les jeunes paysans, l'occupation de la Vigne Marou a permis de poser le problème du contrôle de la destination des sols au niveau des masses paysannes. Certes, le problème avait été posé dans des luttes récentes (La Planche, Mésanger). Néanmoins, un pas a été franchi dans la mobilisation et l'organisation des petits et moyens paysans.**

**Ainsi, un intense travail d'agitation préalable sur les problèmes fonciers rencontrés par les paysans de la région a permis de faire reposer l'occupation de la Vigne Marou sur une mobilisation de masse. C'est ce que démontre l'installation d'un piquet de garde sur la ferme occupée, reposant à tour de rôle sur les paysans des cantons environnants. Piquet de garde qui, en maintenant la mobilisation, a permis d'assurer l'auto-défense de la lutte contre les menées, nombreuses, des hommes de main des notables et bourgeois ruraux.**

**Nul doute que ces acquis seront repris dans les luttes futures ! En attendant, la lutte pour la réinstallation d'A. et M. Mazery sur la ferme de Vigne Marou continue !**

## *LA LETTRE OUVERTE CFDT-CGT DES PTT AUX EMPRISONNES DE PLESSE*

Quand la grève des P.T.T. d'octobre-novembre se heurtait à l'intransigeance du gouvernement, les paysans de Loire-Atlantique ont été parmi les premiers à nous offrir leur soutien. Nous, travailleurs des P.T.T n'avons pas oublié cette manifestation de solidarité.

Si 12 travailleurs sont en prison aujourd'hui suite à une action paysanne, c'est que la lutte pour le droit au travail est au centre des préoccupations de tous les travailleurs. C'est le même pouvoir qui expulse les paysans de la terre, qui met au chomâge des centaines de milliers d'ouvriers, qui attaque le statut du personnel des P.T.T dont le principal avantage est la garantie de l'emploi.

A ce pouvoir qui ne veut répondre à nos revendications qu'en brisant nos luttes, à ce pouvoir particulièrement dur avec ceux qui le remettent en cause à la campagne, à ce pouvoir qui ne peut se maintenir qu'en divisant ouvriers et paysans, il nous faut opposer un front uni permettant des changements fondamentaux de société.

Pour aujourd'hui, nous répondons en manifestant notre volonté d'imposer :

- le droit au travail pour tous
- la libération immédiate des 12 emprisonnés
- la levée immédiate de toutes les sanctions
- maintien d'Alain et Monique MAZERY à Plessé.

A vous camarades, salut pour votre courage.

La ferme de Vigne Marou, située dans le canton de Plessé, est occupée au début d'avril par les Paysans-Travailleurs de Loire Atlantique, soutenus par les syndicats locaux de la F.D.S.E.A. (1). Cette occupation permet l'installation d'Alain et Monique Mazery, jeunes paysans chômeurs, parmi des centaines d'autres.

### LA TERRE OUTIL DE TRAVAIL

Nombreux sont les paysans de la région qui pensent que la terre doit revenir à ceux qui la travaillent et que celle-ci doit être répartie en fonction des besoins de chacun (position défendue par le syndicat local des exploitants agricoles, adhérant à la F.D.S.E.A.).

De là à la répartir eux-mêmes en faisant abstraction du droit bourgeois de propriété, il n'y a qu'un pas que les Paysans Travailleurs ont franchi, en remettant collectivement la ferme en état.

### LES PAYSANS TRAVAILLEURS EN LOIRE-ATLANTIQUE

Le courant Paysans Travailleurs est important dans l'Ouest de la France. En Loire-Atlantique, ils sont à la pointe des luttes paysannes et tentent d'établir la jonction entre les luttes des paysans et celles de la classe ouvrière.

Cette ligne a souvent été mise en pratique dans le soutien aux luttes ouvrières locales. Leur action tend au développement de luttes de masse contre les nombreux maillons du système capitaliste qui les exploite, en expliquant leur rôle.

Pendant les actions de l'hiver, les Paysans Travailleurs ont bloqué des camions de viande et en ont distribué le contenu dans les quartiers populaires. C'était une façon concrète de lutter contre le capital commercial (firmes d'import-export de viande...) et de dénoncer son rôle en tant que maillon de l'exploitation des petits paysans. Tout en s'assurant de la solidarité populaire. Ainsi, au lieu de demander à l'Etat-patron des aumônes, les Paysans Travailleurs s'attaquent aux trusts agro-alimentaires et aux cumulards qui profitent de la crise pour restructurer l'agriculture française sur le dos des milliers de paysans.

### PENDANT LA GREVE DES P.T.T.

Le courant Paysans Travailleurs était le seul à défendre une ligne concrète d'unité d'action avec les travailleurs en lutte. Ils soutenaient la grève et fournissaient l'alimentation aux grévistes. La CGT et la CFDT ne pouvaient faire moins qu'appuyer ensuite la mobilisation que les Paysans Travailleurs organisaient pour défendre leurs camarades inculpés après « l'action sur la viande » : c'était la fusion du cortège P.T.T. avec celui des Paysans Travailleurs qui montaient vers le tribunal afin de protester contre les condamnations ; ce fut une victoire pour l'action menée par les Paysans Travailleurs, action d'unité avec la classe ouvrière et de refus du corporatisme.

### L'AFFAIRE DE « LA VIGNE MAROU »

C'est sur le terrain du droit au travail que les Paysans Travailleurs entamaient une nouvelle campagne : « La crise touche la campagne ». La « modernisation du secteur agricole » se fait, poussant les paysans vers le secteur productif des villes. Les exploitations s'agrandissent, c'est plus rentable, plus compétitif. Donc des agriculteurs deviennent chômeurs, ne trouvent ni fermes, ni métaieries.

Les Paysans Travailleurs se sont alors attaqués à un bien curieux personnage : un noble répondant au nom d'Armand... dont la CFDT racontait bientôt les bonnes œuvres... Ce féodal loue des fermes ou les laissait à l'abandon si la location ne laissait guère d'intérêt. C'est le cas de la Vigne Marou qui fut sitôt investie, des travailleurs, des paysans la défendant.

MAROU

# de à coude s-ouvriers

## UN REVELATEUR !

Cette lutte obligea tout le monde à se déterminer. Les réactions furent nombreuses et significatives. Les notables locaux sortirent leurs griffes ; le maire du Plessé fit intervenir ses flics ; les diverses institutions représentant la propriété foncière multiplièrent les prises de positions indignées. La F.F.A., « syndicat » paysan corporatiste d'extrême-droite dans la lignée des croix de feu, appela par tracts les « honnêtes gens » à s'organiser en milice armée pour faire respecter la loi...

Quant aux autres organisations paysannes, le MODEF a disparu de la circulation ; la FDSEA, elle, a suivi les paysans-travailleurs, en essayant de les calmer un peu.

Les réactions des organisations ouvrières furent, elles aussi, diversifiées : la CFDT a dénoncé fermement la répression ; elle a pris une part importante dans la riposte.

La CGT s'est bornée à une protestation de principe ; en fait elle s'est peu mouillée. Quant au PCF, il s'est signalé par une condamnation virulente de l'action menée par les paysans-travailleurs ; un mouvement « gauchiste » dont l'action divise les victimes de la politique du pouvoir !...

### ENSUITE LA REPRESSION...

Cette action était, pour les bourgeois, inacceptable. Les hobereaux et les résidus fascistes du coin poussèrent la bourgeoisie locale à intervenir contre le « petit Lip » paysan. D'autres propriétés pouvaient en effet être occupées...

La répression allait s'abattre, mais en choisissant le terrain sur lequel elle tombait. Chaque canton du département avait pour tâche de garder la ferme une semaine durant : les CRS choisirent d'intervenir alors que le canton de Nantes en avait la garde. Les paysans les plus avancés furent alors incarcérés. Bonne opération pour les propriétaires ! Des paysans déjà inculpés et condamnés étaient alors présents. Et la racaille bourgeoise de s'y mettre. Le préfet fait passer dans la presse locale un bien beau slogan : « Paysans Travailleurs, terroristes ! ». Le juge de St Nazaire, lui, démontrait que Monique Mazery n'était pas une vraie paysanne, car celle-ci avait une démarche claudicante... Tous se donnent la main ! En flagrant délit, les douze occupants de la Vigne Marou sont condamnés à la prison ferme.

### LA RIPOSTE

Très vite, elle s'organise. A Nantes, à St Nazaire, des manifestations sont organisées. Les CRS ratonnent. 2000 paysans ainsi que des travailleurs ripostent et occupent une nouvelle parcelle du comte Armand, à l'appel de la F.D.S.E.A. et des Paysans Travailleurs.

Le 28 avril, les syndicats ouvriers appellent à une deuxième manifestation : celle-ci regroupe 4000 personnes (ouvriers, paysans, enseignants, étudiants). Le 5 mai à Rennes, où se tient le procès en Cour d'Appel, plus de 2000 personnes, paysans et jeunes, exigeront la libération des militants et le droit au travail pour les paysans. Un énorme dispositif policier avait été mis en place, un tantinet provocateur... Décidément la bourgeoisie n'attend rien de bon du développement des luttes communes ouvriers-paysans !

**Pour aider le mouvement des Paysans Travailleurs à se renforcer,**
**Pour affirmer votre solidarité aux paysans victimes de la répression :**
**SOUSCRIVEZ :**
**Vent d'Ouest**
**B.P. 3315 44033 Nantes Cedex**
**Compte CRCAM Nantes Hauts Pavés**
**O4007315000**
**avec mention « soutien aux paysans condamnés »**

(1) F.D.S.E.A : organisation départementale de la F.N.S.E.A syndicat corporatiste de collaboration avec l'Etat bourgeois. Mais la F.D.S.E.A de Loire-Atlantique tout en restant liée à la F.N.S.E.A se signale par des positions plus avancées, ce qui explique son activité commune avec les paysans-travailleurs.

# annonay :

# les tanneurs continuent

*notre point fort est*
*que la population est avec nous !*

On n'en parle plus guère. Pourtant opiniâtres, ils continuent. Depuis 10 mois, les tanneurs des T.F.R. d'Annonay occupent l'usine et refusent tout licenciement et toutdémantèlement des tanneries. Aujourd'hui, on parle d'une « solution industrielle », qu'en est-il ? Nous faisons le point ci-dessous avec l'interview de 4 militants CFDT des tanneries d'Annonay.

**On parle d'un protocole d'accord, qu'en est-il exactement ?**

En fait il n'y a pas protocole d'accord, mais seulement ouverture de négociations. Le 23 avril 1975, nous avons eu une entrevue à Privas avec maître Chassagnon (liquidateur T.F.R.). Celui-ci demandait comme préalable :
— évacuation des locaux
— réintégration de toutes les peaux.

Les syndicats ont refusé ces conditions. Au bout de 6 heures de discussion, maître Chassagnon n'exigeait plus la réintégration des peaux et cédait locaux et matériels à la municipalité d'Annonay. D'autre part on nous proposait la reprise de 120 tanneurs : nous avons catégoriquement refusé ce compromis, nous exigeons la reprise de tous les tanneurs dans le cadre de la réouverture globale des T.F.R. Une nouvelle rencontre doit avoir lieu le 14 mai.

**Ne vous sentez-vous pas isolés ?**

Non, il n'y a aucune démoralisation, aucune démobilisation parmi nous. Nous sommes toujours prêts à de nouvelles actions : le 5 avril nous avons brûlés les déchets de peaux sur la place d'Annonay. La ville a été paralysée pendant une heure et demie. Notre but était de donner un nouveau virage à l'action.

Mardi 23 avril la CFDT HA-CUI-TEX a organisé deux heures sur l'emploi - à Annonay. Séguy est venu le vendredi. Notre point fort est que la population est avec nous.

**Comment êtes-vous organisés à l'heure actuelle ?**

Il y a A.G. 3 fois par semaine dans les locaux de l'usine ; les syndicats (CFDT-CGT) s'y présentent totalement unis. La garde de l'usine est assurée 24 h./24 par des volontaires. Tout le monde y participe à tour de rôle. Nous avons tous refusé de payer les impôts locaux.

**Comment continuez-vous à populariser votre lutte ?**

Nous continuons à vendre des peaux mais nous ne les fabriquons plus à la tannerie (pour des raisons de prix de revient).

Nous avons tourné un film que nous faisons circuler dans toute la France. Cela nous permet d'organiser des débats et d'informer.

Aujourd'hui nous avons réduit la production de peaux pour nous tourner davantage vers la popularisation de notre lutte.

**Pourriez-vous nous parler des problèmes de l'emploi dans votre région ?**

Un travailleur ardéchois sur trois est touché par le chômage total ou partiel. On dénombre près de 3.500 demandes d'emploi non satisfaites dont 1.700 à Annonay même.

Tous les emplois créés à Annonay de puis un an (Bacou-chaussures : 60 emplois sont le résultat de la lutte des tanneurs. Nous avons révélé la crise du cuir au niveau national et la crise de l'emploi sur tout le département. A ce sujet la ville d'Annonay est passée

en zone A. Ça aussi c'est le résultat de notre lutte.

Nous tenons à démystifier la nouvelle loi sur les indemnités de chômage (90 % du salaire). D'abord, seuls 394 chômeurs d'Annonay (sur 1.700) les touchent et ce sont les...394 tanneurs !... C'est aussi un résultat de notre lutte. Mais ces 90 % sont calculés à partir des salaires d'avril, mai, juin 74. Mais ce salaire lui n'a pas évolué. Ce qui fait qu'en mars 1975 les tanneurs ne touchent en réalité que 65 à 75 % du salaire suivant les cas.

Correspondant

cahier de LA TAUPE

**Dans quelques jours, le N°4, au sommaire :**
Dossier sur les remises en marche d'entreprises •
la lutte contre les cadences à la Saviem •
la justice et les occupations d'usines •
le chômage des femmes •

# SOUS LE SIGNE D'UNE VICTOIRE

*Le 1er Mai 1975 aura été une mobilisation exceptionnelle, moins par son ampleur que par la combativité et son caractère internationaliste. La libération de Saigon la veille, celle de Phnom Penh quelques semaines plus tôt, la débâcle de l'impérialisme américain (et... français) plaçaient cette journée de manifestation sous le drapeau de la révolution indochinoise victorieuse. C'était sans aucun doute le trait dominant de ce premier mai tant à Paris qu'en province.*

## L'INTERNATIONALISME

*L'imposante délégation vietnamienne qui ouvrait la marche du cortège parisien, pavoisait aux couleurs du Vietnam libéré et recevait le salut chaleureux de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs venus participer à la manifestation ou la regarder (selon une tradition très parisienne). Et ces applaudissements montraient combien le cortège vietnamien tranchait sur le défilé traditionnel des réformistes.*

*L'internationalisme était aussi le caractère dominant des nombreux autres cortèges. Les travailleurs espagnols venus nombreux n'ont pas cessé, tout au long de la manifestation, de rappeler que le combat dans leur pays se développait également ; le lien s'opérait là entre la lutte contre le régime franquiste (Franco ! Fascista ! Asesino !) et la nécessaire solidarité entre travailleurs français et immigrés (même patron, même combat !). Les travailleurs maghrébins venaient derrière, scandant des mots d'ordre contre les régimes dictatoriaux de Tunisie et du Maroc, marquant leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste d'Israël. Et là encore était rappelé que pour les travailleurs français et immigrés, il n'y a qu'un même combat.*

## LA CRISE

*Mais ce premier mai était aussi l'occasion pour toutes les victimes de la crise du capitalisme de manifester leur mécontentement et de rappeler leurs revendications. Il est significatif que pour la première fois depuis les années trente ait défilé une délégation de chômeurs réclamant « le droit à l'emploi et des ressources garantie ». Certes, on n'en était pas encore au mot d'ordre des 35 heures hebdomadaires comme solution au chômage, mais là s'affirmait la volonté d'unir les travailleurs actifs et sans emploi.*

*Significatif également le cortège des 200 soldats en uniforme (voir ci-contre), témoignant de l'extraordinaire combativité qui gagne dans les casernes. Les réactions émues, étonnées, embarrassées parfois, mais toujours favorables en fin de compte, ont montré toute la justesse de la lutte pour un syndicat de soldats.*

*Les femmes avaient constitué leur propre cortège ; « les sorcières sont dans la rue », « pas d'enfants à la chaîne, pas de chaînes pour les enfants ! », mots d'ordre et cortège chaleureusement applaudis. Mais le chemin est encore long avant que le mouvement ouvrier se débarrasse de ses préjugés et prenne en charge la lutte des femmes contre leur double exploitation et leur oppression.*

## EN PROVINCE

*A Lyon, où 10.000 manifestants descendirent dans le rue à l'appel de la CGT et de la CFDT et de la FEN, on pouvait remarquer dans la manifestation la présence de diverses boites en lutte comme Teppaz - suivies d'un cortège autonome de femmes Mure; Rhône-Poulenc textiles, Câbles de Lyon. Derrière le cortège syndical, manifestaient les révolutionnaires. LCR, GRS, LO au nombre de 500 marquant ainsi un pôle combattif par ses mots d'ordre et son dynamisme. A signaler que le pdup s'est associé aux gros bras du service d'ordre syndical pour tenter de chasser le cortège des révolutionnaires.*

*A Bordeaux, 8000 personnes ont défilé dans les rues de la ville. Etaient présents l'intersyndical des Fédérations suivie de la CFDT, de la CGT, du PC, des JC, UNCAL, UNEF, suivis des révolutionnaires d'un côté la LCR, les comités anti-militaristes (CDA, CAM, IDS, Comité de solidarité avec les Emprisonnés militaires) l'ASRI et le Comité Larzac ; de l'autre, le PSU et l'Union socialiste espagnole.*

*La manifestation fut suivie d'un meeting ou la présence des révolutionnaires fut l'objet de tractations finalement acceptées.*

*A Toulouse, manifestaient la CGT, la CFDT (environ 2500 personnes) cortège dans lequel fe trouvait un rang de soldats en uniforme représentant les comités de soldats de la région, ceux-ci distribuaient un tract appelant à la constitution de syndicats de soldats. Suivait un cortège « Femmes » (plus de 100) ; venait ensuite les révolutionnaires, LCR (500), L.O. (100) etc...*

*Outre le cortège groupe des soldats tet celui des femmes, on notait le présence d'un cortège autonome travailleurs immigrés.*

*A Rouen, aussi, gros cortège (1500 personnes) où étaient mêlés les sections syndicales, les groupes femmes, ainsi que les organisations politiques. Parmi ces dernières on note une forte présence de l'extrême-gauche.*

*A Vierzon, la manifestation a pris un tour déplorable. En effet, le PC aux cris de « Gauchistes fascistes, même combat » chargeait violemment le cortège L.O., L.C.R., P.S.U. huant ensuite l'Internationale, brisant les drapeaux rouges : sans commentaires !*

*La jeunesse scolarisée était là aussi, affirmant nettement que le combat contre la réforme Haby était à la fois l'affaire des jeunes et des adultes. Un lycée Pailleron en carton parfaitement combustible, venait rappeler la valeur des discours réformateurs en matière d'équipement scolaire.*

*Les travailleurs des P.T.T., très combatifs, rappelaient que rien n'était réglé, que les salaires et l'emploi n'étaient pas garanties pour des milliers d'entre eux. Les mots d'ordre contre le chômage et contre la baisse du pouvoir d'achat, d'une manière générale, constituaient la préoccupation essentielle de tous les cortèges syndicaux. Mais on saisissait tout le caractère contradictoire de ce premier mai à la fois combatif et sans perspective précise pour faire face à la crise. Le slogan erroné de la C.G.T. selon lequel « il vaut mieux payer des retraités que des chômeurs » revenait à cette occasion mais ne pouvait être un mot d'ordre mobilisateur.*

## LES REVOLUTIONNAIRES

*C'est à cette situation contradictoire qu'il fallait répondre : une combativité certaine mais pas d'objectifs unificateurs des luttes ouvrières. Et c'est en cela que les manifestations séparées de l'extrême-gauche le matin constituaient une erreur. Se montrer à 1.000 dans les rues du 20ème arrondissement (H.R.) ou à 4000 (L.O., Révolution !, P.D.U.P...) ne pouvait qu'isoler les groupes d'extrême-gauche des 200.000 travailleurs mobilisés ce premier mai à Paris et à la recherche de perspectives de lutte. La L.C.R. avait pour sa part refusé de s'associer à cette initiative sectaire et le bilan de ce premier mai confirme pleinement qu'il fallait être partie prenante de la mobilisation ouvrière. Le cortège des révolutionnaires était imposant et discipliné. Ses mots d'ordre saluant la victoire des révolutionnaires et répondant à la crise (les 35 heures, le contrôle ouvrier, l'ouverture des livres de compte, etc...) lui ont valu un accueil enthousiaste des milliers de travailleurs massés sur son passage. 6 à 7.000 révolutionnaires venus tant de la L.C.R. que des Groupes Taupe, des Comités rouges et d'autres organisations ont, par leur comportement et leurs mots d'ordre, contraint même les plus farouches (voire les plus musclés) partisans de la voie réformiste à les reconnaître comme composante du mouvement ouvrier.*

**une manifestation placée sous le signe de la victoire révolutionnaire en Indochine (photo du haut) Ci-dessus et ci-contre le cortège dynamique et nombreux de la L.C.R.**

# 200 SOLDATS DANS LA RUE !

Le journaliste de *l'Huma* ne les a pas remarqués. Et pourtant, ça se voyait, 200 soldats en uniforme, le visage masqué, au beau milieu du cortège syndical...

C'est vers 16 heures, à hauteur du métro Ledru-Rollin, que le cortège des comités de soldats s'est inséré dans la manifestation syndicale. Tandis que les militants de la CFDT de la Seine St Denis, porteurs d'une banderolle « *pour un syndicats de soldats* », marquent le pas pour leur faire place, les bidasses surgissent d'une bouche de métro et se forment en cortège en clin d'œil. Les calicots se déploient, portés par les bidasses eux-mêmes : « *soldats en lutte aux côtés des travailleurs* », « *sous l'uniforme, nous restons des travailleurs* », signé : comité de soldats de la RA106 à Métignac, « *pour un syndicat de classe des appelés* », « *partout, construisons*

Le cortège est d'un dynamisme extraordinaire. Entonné par des diffuseurs civils qui vendent la presse des soldats et les journaux antimilitaristes, il ne cesse de lancer des slogans qui sont repris en écho dans le cortège syndical et sur les trottoirs : « *soldat sans l'uniforme tu restes un travailleur* », « partout construisons des comités de soldats », « *à bas l'armée de guerre civile* », et aussi « *les soldats au côté des combattants indochinois* » « *Chile Chile solidaridad* » ; autant de mots d'ordre que le chroniqueur du *Monde* caractérisera (perfidement ?) comme « *ressemblant furieusement à ceux de la Ligue Communiste Révolutionnaire* ». Comme si les soldats en lutte n'étaient pas capables d'exprimer eux-mêmes leurs revendications et leur solidarité avec les combattants du mouvement ouvrier !

Ils étaient 200. Marins, soldats aviateurs, hommes du rang sous-officiers, officiers. Les mots d'ordre les plus repris furent : « Soldat, sous l'uniforme tu restes un travaillleur », « Pour un syndicat de soldats » « Partout créons des comites de soldats ».

Dans le cortège on remarquera des soldats appartenant aux trois armes. Beaucoup d'aviateurs. Des appelés de RFA venus avec leur banderolle et leur journal de caserne. Plusieurs officiers également.

Pendant près de 2 heures, de Ledru-Rollin à République, le cortège des soldats rencontrera un accueil extraordinaire. Des passants, des manifestants qui, parvenus à St Martin reviennent sur leurs pas, s'arrêtent, d'abord surpris, vite enthousiastes. Les remarques fusent : « *des bidasses, ça c'est chouette alors* » ; « *ils sont gonflés, les gars !* » ; « *tu as vu, ils sont un paquet* » ; et puis, presque spontanément, le poing levé, le solgan s'élève « *soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !* ». Un peu désorienté, un passant lance : « *Merde alors, ils sont gonflés cette année, la CGT !!* »laissons lui la responsabilité de sa remarque... Quand le cortège passe devant la Bourse de la rue Charlot, Dolores Ibarurri, la « Passionaria présidente du PC espagnol , dans une encoignure de fenêtre, applaudit longuement. Symbole ? Malentendu ?

Parvenu sur la place de la République, le cortège se déploie : ça a de l'allure. Un esprit chagrin lance : « *voilà, ça a commencé comme ça au Chili* » Personne ne relève.

Et puis c'est la dispersion. Une camionette apporte les effets civils des bidasses qui se changent sous un porche et disparaissent dans la foule.

A peine dispersés, les délégués des comités sautent dans le métro : à 20 heures, ils tiennent conférence de presse pour expliquer le sens de leur participation à la manifestation des travailleurs. Ils sont là une quarantaine, représentant plus de 20 comités de soldats ; le premier d'entre eux qui intervient explique : « *notre présence dans le cortège ouvrier a permis de franchir un pas quant à la liaison de notre lutte avec celle des travailleurs. Nous remercions les militants syndicaux qui se sont battus pour que nous ayons notre place dans leur cortège* ». Des militants de la CFDT de la Seine St Denis et d'Issy les Moulineaux sont présents dans la salle. Ils interviennent et exposent les différentes formes de soutien aux luttes des soldats qu'ils ont entreprises jusqu'alors : impression de journaux de caserne, soutien à l'initiative d'un groupe d'appelés en faveur du syndicat de soldats. L'aide aux soldats manifestant le 1er Mai s'inscrit dans le prolongement de ces actions.

Un débat s'engage alors parmi les représentants des comités : le syndicat est-il un objectif « théorique » ou réel, pour lequel il convient de se battre dès maintenant ? Manifestement, les points de vue ne sont pas toujours identiques : un soldat insiste sur la nécessité avant tout de renforcer les comités, d'en construire de nouveaux, de travailler au renforcement de leurs liens entre eux. Un autre explique que la tâche n° 1 est de développer à l'heure actuelle sous toutes les formes possibles les liaisons entre le mouvement ouvrier et les soldats en lutte, et pour cela de mettre au centre de la bataille la question du syndicat de soldats ; il cite en exemple l'action des appelés d'Issy les Moulineaux.

Mais le temps presse ; le débat sur le syndicat de soldats est interrompu. On peut être certain qu'il ne cessera d'être mené dans les comités. Un soldat conclut sur un engagement : « *le premier Mai prochain nous retrouvera aux côté des travailleurs ; non plus 200, comme aujourd'hui, mais 500 et plus...* »

Et c'est vrai, un pas a été franchi avec cette manifestation. Dans une déclaration commune diffusée à la presse à l'occasion de la conférence, les délégués des comités affirment :

« Notre présence dans le cortège du mouvement ouvrier à l'occasion de la manifestation du 1er Mai prend son sens comme l'affirmation que nos luttes sont partie intégrante de celles du mouvement ouvrier. En manifestant au coude à coude avec les travailleurs, nous avons affirmé notre solidarité totale avec leur lutte contre le chômage et la vie chère.

Depuis un an, nos luttes ont connu un essor extraordinaire. La multiplication des comités de soldats, des journaux de soldats, le succès rencontré par l'Appel des Cent, les manifestations de Draguignan, Karlsruhe et Verdun en témoignent. Notre présence massive dans le cortège de cet après-midi, qui constitue un précédent dans l'histoire de l'antimilitarisme dans notre pays, en témoigne également ».

# RADIO BIDASSE

## *en direct des casernes...*

### APPEL DES COMITES DE SOLDATS DE MOURMELON SEDAN, CHALONS, MAILLY, SUIPPES, SOISSONS

« Le 7 mai à Mourmelon, 5000 soldats défileront devant le président de la République, le ministre de la Défense et le secrétaire d'Etat, général Bigeard.

Il s'agit là pour le pouvoir et la hiérarchie de :

— rassurer le corps des officiers, lui montrer qu'on s'intéresse à lui ;

— essayer de faire oublier à l'encadrement son malaise devant les luttes des soldats ;

— jeter de la poudre aux yeux de la population en faisant croire que l'armée est de nouveau « la grande muette » après les dernières réformes.

Les comités de soldats de Mourmelon, Sedan, Châlons, Suippes, Mailly, Soissons,

. dénoncent cette mascarade alors que la répression continue à frapper les soldats en lutte pour leurs droits, alors que l'embrigadement s'accentue alors qu'aucune réponse n'est apportée aux revendications (durée du service, libertés politiques et syndicales, droit aux perms, choix du lieu et de la date d'incorporation...) ;

. réaffirment leur volonté de combattre dans leurs casernes respectives l'embrigadement et de faire entendre la voix du contingent ».

### REPRESSION CHEZ LES PARAS

*Répression au 3ème RIMA de Carcassonne. Une dizaine de soldats a été mutée, plusieurs autres ont été mis au trou. Parmi eux Jacques RIFFAUT et Jean-Marc STENTELAIRE. Cette répression fait suite à la création d'un comité de soldats au 3ème RIMA, à la publication d'un journal « les Bœufs voient Rouge », à une conférence de presse tenue par les soldats le 21 mars. La solidarité s'organise dans la région.*

### GENDARMES FRAPPEURS A LANDAU

A Landau, au début de la semaine dernière, des civils allemands diffusent devant la caserne française « Les bœufs voient rouge », journal du comité de soldats. Les gendarmes français sortent de la caserne et commencent à les cogner. C'est illégal. Ça n'empêchera pas les flics allemands de venir leur prêter main forte. C'est la démocratie, non ?

### VERNON : MANIFESTATION POUR LES SEPT APPELES DU 3ème RAMA

*La solidarité s'organise dans la région Vernonaise avec les sept soldats du 3ème RAMA soupçonnés d'appartenir à un comité de soldats et jetés au trou pour cette raison. Un comité de soutien régional s'est constitué qui a organisé une manifestation le 3 mai. J-M. BASSET, l'un des sept, muté à Soissons, plonge pour soixante jours et est passible du TPFA. Seule une mobilisation importante fera reculer la hiérarchie militaire.*

### LIBEREZ MANU GRILLET ET TOUS LES INSOUMIS, OBJECTEURS ET DESERTEURS EMPRISONNES !

*Manu GRILLET est un insoumis, arrêté en novembre 1974. Il se bat pour le respect des droits démocratiques, politiques et syndicaux des appelés et des prisonniers, la suppression des Tribunaux militaires, la reconnaissance d'un véritable statut d'objection de conscience politique.*

*Emprisonné avec Bernard REMY, déserteur à Gradignan, il a été muté récemment à la prison de Niort. Immédiatement, un comité de soutien à Manu GRILLET et Bernard REMY se met en place, soutenu par le PS, PSU, OCI, LCR, CLO et Paysans-travailleurs.*

*Le 2 mai, il passe devant le TPFA de Bordeaux, où une large mobilisation se fait pour sa défense :*

*— une centaine de personnes restent toute la journée devant la porte du Tribunal ;*

*— la CFDT a distribué un tract de soutien et le comité de soldats de la base aérienne de Mérignac a pris aussi position pour Manu.*

*Malgré cela le Tribunal condamne Manu GRILLET à un an de prison ferme. Le combat continue pour obtenir sa libération !*

## *DRAGUIGNAN*

La première édition (10.000 exemplaires) a été épuisée en moins de six semaines. Une édition de 5.000 vient de paraître. La Librairie Rouge en a acquis 2.000 que l'on peut commander dès maintenant. Le silence de la presse sur « le procès de Draguignan » est général : seul le « Canard enchaîné » lui a consacré un article ; « Politique-hebdo » le mentionne ; « Rouge » lui a fait plusieurs « pubs » en marge de ses articles de fond sur l'armée ou sur la défense de Pelletier, Ravet et Taurus. L'armée et la défense nationale sont sacrées pour les bourgeois de tout poil, pour Charles Hernu, le P.C.F. et... pour les maos ! D'où le boycott de ce livre qui, non seulement démonte les rouages de cette institution dénommée « justice militaire » mais encore la ridiculise totalement ! A nous de diffuser « le procès de Draguignan ». Politiquement convainquant et de surcroît drôle ! C'est rare, non ? 10F

# 200 innocents

## *Ce manifeste n'est que la misérable intrigue d'une poignée d'activistes d'extrême-droite téléguidés par les milieux officiels*

Il y a un an était publié l'Appel des Cent.

Février 75 : un ex-sergent, Joël Dupuy de Méry, lance un contre-appel dont la vocation est de mettre le feu à la plaine de la majorité silencieuse indignée par les attaques contre l'armée.

Dupuy explique dans « **Initiative Nationale** », journal du P.F.N. : « **Peu importe la coloration politique des appelés qui m'écrivent, c'est un domaine qui ne m'intéresse pas...** ».

Tiens donc ! Pourtant, en 71 déjà, Dupuy faisait partie (ainsi que ses deux frères Rémy et Marc) du CLAN. Sa carte d'adhérent portait le numéro 013643, le trésorier du CLAN s'appelait Jean-François Santacroce, aujourd'hui membre du service d'ordre du Front de la Jeunesse à Assas !

Joël Dupuy a été membre d'Ordre Nouveau, des Comités Faire Front de la Seine St Denis, aujourd'hui du P.F.N.

Sa mère, chez qui il habite avec ses deux frères (au deuxième étage du 8, rue Charles Baudelaire, à Noisy-le-Sec, tél. : 844-15-02) a aussi fait parler d'elle en son temps. Alors que des Réunionnais faisaient la grève de la faim dans la chapelle de Landau à Noisy-le-Sec, elle fit un scandale durant la messe : « **Je ne remettrai plus les pieds ici, vous abritez la canaille alors qu'il y a tant de nationalistes en prison !** ».

Voyons maintenant qui sont ces appelés qui ont signé le manifeste de Dupuy...

André Benoit, dirigeant du G.U.D. à Assas, responsable O.N.-P.F.N., condamné à un mois de prison avec sursis pour port d'arme prohibée ;

Coignard, membre du service d'ordre d'O.N.-P.F.N., responsable U.L.N. ;

Fougeron et Teisseire, O.N. à Nice, participent à l'attaque du restaurant universitaire le 11 novembre 72 et à l'agression contre Alex Legrand ;

Poynard, G.U.D., O.N.-P.F.N., un des responsables du G.I.N. ;

Rothey, militant toulousain d'Action Française, responsable d'un cercle d'études de l'Union Royaliste Midi-Pyrénées, participe à une attaque devant le lycée Fermat en 74 ;

Toussaint, Villard, membres d'O.N. à Toulouse, inscrits sur les listes G.U.D. en 72 et 73 aux élections universitaires ;

Bize, Bouvier, Chanclu, Charlier, Chevalier, Delage, Dewez, de Lauriston, Lecompte, Legrand, Mercier, Ollivier, Weber, Val al, etc., tous membres d'O.N.-P.F.N., certains au G.U.D., d'autres au F.L.J. et au G.I.N. : Garban, Action Française, etc.

Ce sont les mêmes que l'on retrouve dans le service d'ordre de Giscard, dans les attaques du G.I.N. (contre les locaux du C.D.A., du G.R.S., de Révolution !, etc.). Quoi de plus normal que cette fine équipe soit soutenue par François Brigneau, rédacteur à Minute, Maurice Druon, ex-ministre de la Kulture, Jean Cau, Isorni (avocat de Pétain), J.-F. Chauvel (P.F.N.), le colonel Rémy (Gilbert Regnault, fondateur du Comité de Liaison d'action nationaliste, ex-Alliance Républicaine), Pierre Schoendoerfer (compagnon de Bigeard), Thierry Maulnier...

Sitôt rendu public l'appel de Dupuy, la presse, la radio, la télé et toute la vieille droite, « libérale » ou pas, se sont jetées dessus pour le monter en épingle et montrer qu'enfin le contingent «sain » se réveillait et resserrait les rangs derrière ses brav'généraux et son génial Bigeard. Las ! L'affaire a fait long feu. Ce manifeste n'est que la misérable intrigue d'une poignée d'activistes d'extrême-droite téléguidée par les milieux officiels. Ce n'est pas nous qui le disons, mais un officier qui, il y a quelques temps, dénonçait Méry comme un avocat dont l'armée se passerait volontiers !!

C.L.A.N. : Comité de Liaison et d'Action nationaliste. G.I.N. : Groupe d'Intervention nationaliste. G.U.D. : Groupe Union Droit. P.F.N. : Parti des Forces nouvelles. F.L.J. : Front de la Jeunesse. O.N. : Ordre nouveau. U.L.N. : Union lycéenne nationaliste. A.F. : Action française.

Lebrun

Auguste Blanc patron de la C.F.T.

## *Congrès de la C.F.T. :*

# la victoire des cogneurs

***Les gros bras de l'automobile ont pris la direction. Ils préconisent le recours systématique à l'action directe...***

Le 27 avril dernier, au Hilton de Paris, s'est réuni un congrès extraordinaire de la C.F.T. Il sanctionne un changement d'orientation.

### La longue chasse à la représentativité

Aux lendemains de mai 1968, la C.F.T. se présente comme « un pôle d'attraction » pour les jaunes. Dès ce moment elle lance une grande campagne pour se faire accorder la représentativité. La venue de Chaban Delmas au poste de premier ministre brise cette campagne. Ses tentatives d'intégration du mouvement syndical, s'avèrent incompatibles avec la reconnaissance de ce « syndicalisme indépendant ». Cette politique est violemment combattue par la C.F.T. qui mène une campagne contre « l'entourage » du gouvernement : Delors (conseiller social de Chaban) devient la cible favorite . Mais en même temps elle renouvelle ses appels pour obtenir la représentativité et, sur le thème « le parlement doit avoir la parole », elle joue les députés contre les « technocrates » du ministère du travail. Dans une belle phrase venue tout droit de Vichy, Simakis déclare :

« Nous réclamons de l'Etat qu'il choisisse entre une poignée de technocrates apatrides et des millions de français. »

De très nombreux députés répondent à cet appel : parmi ceux-ci Griotteray, député républicain indépendant du Val de Marne, Degraeve, député maire de Châlons sur Marne, tandis que Lecanuet, se montre « très compréhensif », que Bernard Lafay, alors ministre de la recherche scientifique, remet la médaille d'argent de la ville de Paris à Simakis et fait l'éloge des « efforts incessants » de ce dernier, efforts qui « ont permis à la C.F.T. de devenir représentative de fait en attendant de droit... Charbonel (devenu aujourd'hui gaulliste de gauche) souhaite « que les autonomes et les indépendants se regroupent et constituent un grand syndicat professionnel ». Enfin pour clôturer rappelons que le bureau politique de la Fédération Nationale des Républicains Indépendants regrette « la ségrégation dont la C.F.T. est l'objet au profit des centrales existantes » et que le bureau politique du groupe U.D.R. de l'Assemblée Nationale envoie une délégation auprès du premier ministre pour appuyer la CFT.

Le départ de Chaban du gouvernement ne change pas sensiblement la situation de la C.F.T. en ce qui concerne la représentativité. En 1973, 1974 elle recherche des contacts du côté de l'extrême droite. Des réunions publiques sont organisées avec notamment Deloffre (UNI), Pierre Poujade (UDCA) et Mouton (CID-UNATI) ; puis, lors des élections présidentielles, elle prête ses gros bras au service d'ordre de Giscard.

Tout au long de la période qui va de 1968 à aujourd'hui, la C.F.T. fait des progrès sensibles avant tout dans l'automobile où ses résultats sont les plus spectaculaires ; partie de sa base de Simca-Chrisler, elle conquiert la majorité à Citroën et s'étend sur Peugeot, Berliet et Fiat.

### D'autres méthodes

Mais, dans l'automobile, la C.F.T. ne se contente pas d'agir par des pétitions .Avec l'appui direct et à l'appel du patronat de l'automobile, elle organise un véritable quadrillage militaire des entreprises, l'espionnage et le mouchardage systématique, le chantage à l'emploi auprès des immigrés en particulier. Bref elle emploie tous les moyens dévoilant sa véritable nature : une bande armée au service du Capital. Les révélations de Michaux (ex-dirigeant C.F.T. de Berliet) et le procès de Lyon mené par la C.F.T. contre Berliet l'ont montré.

Ces méthodes se sont avérées les « plus payantes ». Se présenter comme un simple syndicat jaune « non violent » et apolitique n'a jamais permis de remporter des succès comparables à celui remporté chez Citroën.

Le congrès extraordinaire du 27 avril a sanctionné la victoire du secteur automobile de la C.F.T.. Auguste Blanc, dirigeant de Citroën et Nicolas Fiorentino, dirigeant du Syndicat National de l'Automobile, deviennent les leaders de la confédération. Sept ans après 1968 la tactique de Simakis a été un échec : la C.F.T. n'a pu obtenir la représentativité et elle ne s'est pas vraiment développée ailleurs que dans l'automobile.

Après ce congrès, on peut s'attendre à un regain des « méthodes dures » dans les entreprises où la C.F.T. existe ou veut s'implanter.

Face à ce risque la campagne de dénonciation entreprise par la C.G.T. ne suffit pas, bien qu'elle soit un progrès par rapport aux démarches auprès du pouvoir. Il faut certes démasquer la C.F.T., démontrer qu'elle est à la solde des patrons. Toutes les dénonciations sont utiles et nécessaires, il faut les multiplier. Mais la propagande, les dénonciations ne suffisent pas, les nervis utilisent le langage de la force. Face aux commandos de la C.F.T. il faut organiser l'auto défense ouvrière.

## *GRENOBLE : MOBILISATION DE MASSE CONTRE LES FASCISTES.*

*Après les bides successifs des différentes réunions du comité de défense de l'armée française (CDAF), le sergent Dupuy avait décidé de frapper un grand coup, sous forme de « meeting-débat », le 29 avril à Grenoble. Mal lui en prit. Dès que fut connue la prétention des fascistes de tenir leur meeting, la riposte unitaire s'engagea, à l'initiative du CDA.*

*A la veille du 29, la situation était la suivante :*

*— la municipalité socialiste « pour ne pas faire de publicité aux fascistes » refusait de demander l'interdiction au préfet ;*

*— le PS, après avoir adopté la même position que celle de la mairie, faisait machine arrière et s'associait à la liste déjà fort longue des organisations exigeant l'interdiction : UD-CGT, UD-CFDT, FEN, MRAP, PSU et toute l'extrême-gauche ! Seul le PC était absent.*

*Dans les entreprises, les lycées, les facs, des comités s'étaient mis en place et organisaient la mobilisation. Impulsés par l'extrême-gauche, mais aussi naissant spontanément, ils regroupaient une frange très large. Dans certaines entreprises, les comités regroupaient 10, 20 travailleurs, parfois plus ; syndiqués CGT et CFDT, militants du PC, du PS, de la LCR, de LO, inorganisés.*

*Jusqu'à la dernière heure, les militants anti-fascistes chercheront à obtenir que l'appel à la contre-manifestation soit signé par l'ensemble des organisations ouvrières. Seule une partie des organisations révolutionnaires et les comités de mobilisation appelleront.*

*2000 personnes répondront à cet appel. La manifestation assumera deux assauts contre les fascistes protégés par la police. Dans la salle : 100 cloportes, Dupuy bégayant se verra obligé d'ajourner le meeting. Le but était atteint, la manifestation défilera dans le centre ville et se dispersera sans incidents aux accents de l'Internationale.*

D.R.

D.R.

Grenoble : la manif anti-fasciste

*Dans une grande mesure, les directions ouvrières ont failli à leurs responsabilités. Tout particulièrement le PC en appelant ouvertement à ne pas manifester, en se réjouissant des divergences entre la mairie et le PS. L'attitude du maire Dudebout nous éclaire parfaitement sur la nature des liens entre les notables socialistes et leur parti.*

*Des leçons à tirer sur l'attitude d'une partie de l'extrême-gauche, PSU, LO et OCI qui n'ont pas participé à la mobilisation, la palme du crétinisme politique revenant à l'Humanité Rouge argumentant qu'un « fascisme pouvait en cacher un autre » (allusion au « social-fascisme ennemi principal ») et refusant de ce fait sa participation.*

*Au-delà du succès immédiat, ce sont des jalons sérieux pour l'avenir qui ont été posés. La violence de masse, l'organisation en comités unitaires anti-fascistes, autant d'expériences assimilées pour les luttes à venir.*

## LES SILENCES DU POUVOIR

*la prison clandestine de Marseille*

Le 18 avril, éclatait le scandale. Un jeune marocain révélait l'existence d'une prison clandestine sur le port de la Joliette à Marseille. Centre d'internement qui servait à parquer des travailleurs immigrés en cours d'expulsion.

Depuis lors, les bouches se sont ouvertes et les révélations stupéfiantes et accablantes se sont multipliées. Outre que l'existence même d'un tel centre relève de la plus pure illégalité, les conditions d'hébergement des détenus montrent que l'esprit concentrationnaire n'est pas mort en 1945. Les conditions d'hygiène étaient pour le moins déplorables : un lavabo pour l'ensemble des détenus, une nourriture tout à fait insuffisante et une literie envahie par la vermine.

Nous apprenions, aussi, qu'une révolte avait éclaté en février dernier et qu'elle avait été réprimée avec la plus grande férocité. Que, depuis l'ouverture du centre en 1964, on comptait plusieurs morts.

Ce qui n'empêcha pas le nommé Morel, responsable de la préfecture de Marseille, de déclarer qu'« il n'y avait rien d'illégal » dans de telles pratiques. De la même manière, le gouvernement par l'intermédiaire de Poniatowski et de Lecanuet, a cherché à minimiser l'affaire.

Il aura fallu onze jours pour que ces messieurs qui détiennent le pouvoir reconnaissent l'existence de la prison clandestine. Prison d'ailleurs placée sous le contrôle des Renseignements Généraux qui ont ainsi fait passer sous leur coupe près de 3000 Algériens, Marocains, Tunisiens déclarés indésirables et ce au su des autorités.

A l'heure actuelle, plusieurs travailleurs immigrés ont porté plainte contre X pour arrestation et séquestration illégales.

Une affaire à suivre de près, très près, afin qu'elle ne disparaisse pas sous des monceaux de paperasses pour le plus grand profit de certains.

**Vient de paraître une brochure de 20 pages (1,50 F) à la librairie Rouge.**

**Face à la crise, après les PTT, après Renault :**

**PLAN D'ACTION POUR UNE RIPOSTE UNIE DES TRAVAILLEURS**

*au congrès de la jeunesse communiste*

# CAMPAGNE 'TOUS AZIMUTS'

un souci : se renforcer
mais quelles réponses aux préoccupations
des millions de jeunes

Le congrès du Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (M.J.C.F.) vient de se clore à Nanterre. Durant quatre jours, du 1er au 4 mai, ce sont 1500 délégués des 70.000 adhérents revendiqués qui auront examiné un point principal à l'ordre du jour : le *renforcement* du M.J.C.F. L'objectif fixé : parvenir à la fin août à une « J.C. forte de 100.000 adhérents ». Les moyens : le développement de « campagnes tous azimuths », dont trois essentielles : sur l'emploi, sur l'armée et sur l'école.

Sur ces trois activités centrales, les seules voies ouvertes sont celles de l'action des J.C. On met en avant le « statut démocratique du soldat », on parle de « citoyen sous l'uniforme », mais pas un mot sur les comités de soldats, sur le problème de la construction d'un syndicat de soldats. A propos de la réforme Haby-Soisson, si le rapport de J.-M. Catala (secrétaire général du M.J.C.F.) souligne à juste titre que l'action de dizaines de milliers de jeunes lycéens, étudiants, collégiens, a imposé un recul du pouvoir, la seule perspective ouverte est celle de la lutte « pour la démocratisation de l'Ecole ». Mais des formes de lutte, de l'impulsion de comités unitaires, d'assemblées générales, d'extension et de coordination des luttes, de la démocratie du mouvement, pas un mot non plus.

Enfin, pour couronner le tout, la campagne contre le chômage sera prise en charge de A à Z par les J.C. : pétitions, délégations, occupations d'agences pour l'emploi, voire des grèves. Quant aux objectifs de lutte, quant à la seule solution possible — la réduction massive du temps de travail, les 35 heures hebdo maximum —, rien n'est dit.

En fait, il s'agit pour la J.C. d'engager des campagnes pour se renforcer, pour recruter et non pour faire avancer le mouvement des masses.

Il est vrai que depuis deux ans, l'organisation de jeunesse du P.C.F. s'est renforcée, a recruté de nombreux jeunes combatifs. Mais cela n'est pas le résultat d'une pratique correcte de la J.C. dans les luttes, elle a constamment oscillé entre le sectarisme le plus pur et le suivisme vis à vis des luttes que l'extrême-gauche a contribué à impulser dans la jeunesse scolarisée surtout. C'est le maintien du P.C.F. comme force majoritaire dans la classe ouvrière, l'impact de l'Union de la Gauche comme « solution réaliste » et le changement de la tactique des J.C. dans les luttes (on ne casse plus ouvertement les luttes, on « les chevauche » pour tenter de les épuiser) qui ont renforcé le M.J.C.F.

Pourtant le renforcement de la J.C. d'éléments combatifs, de militants d'avant-garde crée constamment un malaise, voire des crises internes. A chaque lutte, des cartes sont déchirées, des démissions s'accumulent et des tensions s'accroissent. Quel militant lycéen de la J.C. ne ressent pas un malaise quand sa direction lui impose en 24 heures de combattre la représentativité des assemblées générales, de refuser le lancement de comités unitaires puis le lendemain d'accepter les décisions des comités de grève, des coordinations ? Quel militant des J.C. sous l'uniforme qui participe à l'action d'un comité de soldats aux côtés de « gauchistes » ne ressent pas un malaise quand Catala déclare le samedi 3 mai à la télé que « les soldats en uniforme et masqués dans la rue le 1er mai, c'est une mascarade » ? Quel militant de la J.C. ne ressent pas un malaise quand le Bureau National rencontre l'U.J.P. tout en couvrant d'insultes les « gauchistes » (au fait, rien n'a été dit sur cette rencontre au dernier congrès...), alors que dans les bahuts ce sont les mêmes U.J.P. qui — il n'y a pas si longtemps — matraquaient les militants de gauche ou d'extrême-gauche.

D'ores et déjà, le million de jeunes chômeurs de moins de 25 ans, les cinq millions de Scolarisés en butte à la réforme Haby-Soisson, les centaines de milliers de soldats exigent autre chose. Ils exigent la réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires, permettant de mettre tout le travail disponible entre toutes les mains disponibles. Ils exigent le retrait pur et simple des réformes bourgeoises de l'enseignement et la satisfaction de leurs revendications. Ils exigent la satisfaction des revendications de l'Appel des Cent, signé par plus de 6000 soldats et commencent à tisser des liens avec les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., pour construire un syndicat de soldats. La jeunesse, la classe ouvrière se heurtent à un mur : c'est le gouvernement capitaliste. Il ne faudra pas attendre les élections de 78 ou de 81, il faudra s'unir pour les chasser bien avant.

Là sont les seules perspectives réalistes, efficaces, immédiates pour la jeunesse.

*Convention nationale du PS*

# blame au ceres

*« Soyons nous-mêmes » a dit Mitterrand à la Convention nationale du Parti Socialiste convoquée le week-end dernier pour discuter des rapports avec le Parti communiste. Après avoir fait le dos rond pendant six mois, durant lesquels les socialistes ont été absents de toutes les luttes importantes (soldats, jeunes, Renault...), le P.S. lance la contre-offensive. Objectifs : 1.000 réunions d'information d'ici la fin du mois sur le thème « un an après, la montée du Parti socialiste » ; 2.000 sections et groupes d'entreprise d'ici deux ans, soit trois fois plus qu'aujourd'hui.*

*Cette « relance » du P.S. se fait cependant et c'est là l'essentiel, dans un contexte particulier. La Convention nationale et le Comité directeur qui l'a précédée, ont en effet été marqués par de violents affrontements entre la majorité de la direction et le C.E.R.E.S. Deux décisions ont été prises : le bureau des Jeunesses socialistes (à majorité C.E.R.E.S.) a été dissous ; la création de la tendance « Unité et Rénovation » dans la F.E.N. (animée par le C.E.R.E.S.) a été blâmée. Deux décisions qui témoignent de la volonté de la vieille bureaucratie social-démocrate, et notamment la bureaucratie syndicale de la F.E.N., de réagir à la montée des courants « gauche » au sein du parti. Déjà, lors du Congrès de Pau, le C.E.R.E.S. avait été exclu du Secrétariat. Désormais la « normalisation » se précipite. Après le secteur « entreprises », c'est le secteur « jeunes » qui est repris en main par la direction du P.S.*

*Les dirigeants du C.E.R.E.S. ont beau dénoncer le « vieux démon social-démocrate » et réclamer la poursuite de la « mutation du parti », Mitterrand, méprisant, traite leurs thèses de « pot-pourri communo-gauchiste ». Une façon de dire que la « relance » du P.S. se fera autour d'un projet politique qui demeure inchangé : reconstruire un parti travailliste moderne qui redonne à la social-démocratie française une crédibilité auprès de la bourgeoisie. Reste à savoir comment les militants du Parti socialiste, et en particulier les militants syndicaux qui ont adhéré depuis peu, apprécient les décisions du Comité directeur.*

# UN PRINTEMPS TIEDE

*Ne rien faire quand les lycéens demandent avec ironie : « Vous démarrez quand, vous, les enseignants ? »*

Le gouvernement va tenter de faire passer en douce quelques bouts de réforme Haby, sans décret ni circulaire...

### le S.N.E.S. lancé dans l'action ?

Le S.N.E.S. et encore moins la F.E.N. ne bougent : pour marquer le troisième trimestre et faire à tous les syndiqués une bonne conscience à la veille des vacances, la F.E.N. annonce une semaine d'action du 12 au 17 mai — sans arrêt de travail et sans manifestation — et peut-être un rassemblement du Cartel d'Action laïque pour le 24 mai, un samedi.

Le S.N.E.S., dans ce cadre, va jusqu'à proposer deux grèves de 24 heures : une sur les conditions de travail et d'emploi ; une autre sur la situation des professeurs d'enseignement technologique. Ainsi, juste avant les élections à sa direction, le S.N.E.S. tient à montrer qu'il est le plus actif des syndicats de la F.E.N.

### qu'en pensent les enseignants ?

Pour tous, cette grève de 24 heures s'inscrit sagement dans la stratégie parlementaire du S.N.E.S. : grève pression au moment du vote des crédits supplémentaires pour l'Education, grève-vacances toujours bien vue au mois de mai, grève-enterrement de l'action puisqu'elle n'ouvre aucune perspective de mobilisation pour la rentrée prochaine et qu'elle ne sanctionne ni ne prévoit aucune lutte.

Aussi les enseignants sont-ils très peu motivés pour cette sempiternelle grève de 24 heures. La feront-ils ? Ils sont bien tentés d'enfreindre la discipline syndicale sous n'importe quel prétexte. Mais ne rien faire du tout ?... C'est difficile quand le pouvoir d'achat diminue, que la sécurité de l'emploi est menacée, que les maîtres auxiliaires sont menacés de chômage, que les classes sont surchargées. Ne rien faire quand les lycéens demandent avec ironie : « vous démarrez quand, vous les enseignants ? ». Il n'est pas commode d'expliquer que les enseignants se mobilisent plus difficilement que les lycéens d'autant plus que si le mouvement des 26-27 avril n'a pas été un succès, c'est en grande partie parce que les lycéens se sont retrouvés seuls dans la lutte.

### la position des révolutionnaires

Cette période où pèsent l'échec des P.T.T. et la « semi-victoire » de Renault n'est pas idéale pour une rupture nationale de discipline syndicale. Lorsque nous avons l'offensive, en période de lutte, il peut être juste de refuser la stratégie de la direction syndicale et, donc, cette sorte de grève enterrement. Alors cette rupture de la discipline syndicale s'inscrit dans une autre conjoncture : elle est la sanction de luttes déjà faites ou en train de se faire : elle est la conclusion d'un rapport de forces établi dans la lutte et le rejet, dans l'action, de la stratégie réformiste. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il peut se trouver que des situations locales particulières (liaison avec une lutte ouvrière locale qui poussera à verser la journée de salaire aux ouvriers en lutte, par exemple) amènent les militants à refuser cette grève-bidon, mais de manière générale les révolutionnaires ne peuvent que la faire, en essayant de la transformer en une journée de mobilisation préparant la prochaine rentrée.

## BEAUVAIS : QUATRE JOURS DE GREVE

Suppressions de postes, réduction massive des crédits alloués au lycée technique, exigence de 35 élèves par classe sont les raisons essentielles de la grève, partie d'un C.E.S. et soutenue efficacement, dès le début, par la F.E.N. de l'Oise, dirigée par l'Ecole Emancipée. La grève est largement suivie dans le secondaire, moins dans le primaire. Tracts à la population, aux parents d'élèves, stands sur le marché, assemblées générales très suivies, coordinations, manifestation de 800 personnes permettent d'organiser et de populariser l'action.

Bien qu'elle n'ait pas permis d'obtenir satisfaction, cette grève n'est pas perdue ; menée de façon très active :

1) Elle a mobilisé de nombreux enseignants — dont certains pour la première fois — qui ont pris eux-mêmes l'action en main.

2) Elle a brisé l'isolement des enseignants entre eux, leur isolement par rapport à la population.

3) Elle n'est pas finie : rendez-vous a été pris pour lundi 5 mai, pour décider des nouvelles modalités et de l'élargissement de l'action.

**Correspondant**

## instits en lutte

Actuellement, trente mille instituteurs titulaires remplaçants (I.T.R.) exercent en France. Leurs conditions de travail sont déplorables : indemnités ridicules, changement fréquent de lieu de travail, etc... Pour obtenir des conditions de travail décentes, les I.T.R. de la Sarthe ont déjà fait trois jours de grève en avril. Si leurs revendications ne sont pas prises en considération par le ministère, ils reprendront leur lutte en mai, en espérant qu'elle débouchera sur une action nationale.

Les Instits suppléants éventuels (I.S.E.) sont encore plus mal lotis ! envers eux, le ministère de l'Education n'a aucune obligation statutaire. Ils peuvent être licenciés du jour au lendemain. Quand ils n'ont pas le travail qu'ils doivent quémander, ils reçoivent une indemnité de 6,75 F par mois ! Les I.S.E. de Dordogne qui ont reçu une lettre leur annonçant une nouvelle réduction d'heures de travail, se mobilisent... Nous y reviendrons. ■

## bientôt...

**Celles qu'on attendait ! LES THESES DU 1er CONGRES DE LA L.C.R./S.F.Q.I.**

seront disponibles pour les achats groupés le vendredi 23 mai et en vente à la librairie Rouge le lundi 26.

— Thèses sur la situation politique « Une chance historique pour la révolution socialiste ».

— Thèses sur la construction du parti révolutionnaire « Gagner l'hégémonie sur l'avant-garde large par/pour la mutation de la L.C.R. »

CAHIER ROUGE (Nouvelle série) N° 1, 60 pages : 6 F

A COMMANDER DES MAINTENANT à la LIBRAIRIE ROUGE. (Bien préciser le nombre désiré et joindre sans faute le chèque correspondant encaissable à 30 jours).

# divorce à la française...

*Malgré le projet de loi déposé au Parlement, le divorce continuera à n'avoir pas le même sens pour un homme et une femme*

Le gouvernement Giscard a proposé au Parlement une loi de réforme du divorce. Celui-ci pourrait être accordé par consentement mutuel dans certaines conditions. Amélioration sensible quand on songe qu'il fallait, jusqu'à maintenant pour divorcer apporter la preuve de l'infidélité d'un conjoint ou d'injures graves. Mais les conditions requises supposent l'accord total des deux conjoints sur le partage des biens et la garde des enfants, soit une infime minorité des cas de divorce.

Pour tous les autres, le tribunal est amené à se prononcer sur les **torts réciproques** et à décider du conjoint appelé à garder les enfants, du montant de l'éventuelle pension alimentaire, etc.

Nous publierons dans ces colonnes une série d'articles sur la question du divorce : signification politique de la réforme dans le cadre du régime et de sa volonté d'imposer une image de marque libérale, politique de la bourgeoisie à l'égard de la famille, les éléments de réponse des marxistes révolutionnaires sur le problème du divorce et de la famille dans une société de transition.

Nous commencerons cette série par l'examen des discriminations à l'égard des femmes incluses dans les procès en divorce.

## DES GRIEFS DIFFERENTS

Le divorce est un **procès** fondé sur la notion de **culpabilité**. La réforme en cours n'élimine pas cette notion dans les cas très majoritaires où l'accord n'a pu être trouvé entre les époux. Le tribunal peut se prononcer sur des « preuves » — comme l'infidélité constatée par huissier qui au petit matin blême, vient réveiller dans une chambre d'hôtel l'époux coupable — ou sur des témoignages. Les témoins sont de trois ordres : les employeurs, les parents et les voisins : les créanciers. La législation et l'idéologie dominante portées par les témoins se combinent pour rendre très inégales les conditions de divorce entre hommes et femmes. **Le motif essentiel de divorce aux torts du mari : ne pas entretenir financièrement la famille, par contre le grief essentiel contre la femme : ne pas assumer les tâches ménagères et surtout négliger ses enfants ou les élever selon des normes contraires à l'idéologie dominante.**

C'est bien à travers cette grille qui illustre les fonctions réciproques de l'homme et de la femme dans la famille que les torts réciproques sont interprétés. Même les motifs traditionnels (et seuls spécifiés par la loi) de divorce : infidélité, injures graves, sont traités en rapport avec ces normes.

L'infidélité du mari sera considérée avec quelque indulgence, sauf si l'argent du ménage passe à l'entretien d'une coûteuse maîtresse, de même l'infidélité de la femme ne l'empêche pas, dans la plupart des cas d'obtenir la garde des enfants : **par contre si la femme milite dans une organisation syndicale ou politique et que de ce fait le mari peut l'accuser de ne pas s'occuper 24 h sur 24 des enfants, ceux-ci risquent de lui être refusés... »**

Fotolib

E. Kagan

**C'est donc la famille que le divorce tend à préserver, dans ce qu'elle a d'essentiel : l'entretien de la force de travail dans un cadre privé, l'éducation des enfants et le partage des tâches entres hommes et femmes.**

## UNE INEGALITE FONDAMENTALE

C'est une banalité de dire que le divorce n'a pas la même signification selon les classes sociales et selon le sexe. **Un procès en divorce est long et cher et la réforme ne modifie pas cet aspect ; un procès en divorce est une machine à humilier,** et sur ce point rien de comparable entre un divorce bourgeois et un divorce dans la classe ouvrière. Dans ce dernier cas, outre les témoins traditionnels des procès en divorce, intervient sous des prétextes d'aide sociale une légion de psychologues, conseillers conjugaux, assistantes sociales. Les rafistoleurs de ménages en détresse sont les rebouteux du capitalisme en perte de valeurs ; c'est Ménie Grégoire en chair et en os, multipliée par 10 dans les fonds de Banlieue.

Les solutions sont maigres : « dialoguez, vous vous comprendrez mieux », « apprenez à baiser, vos problèmes seront résolus ». Etrange destin de la notion de vie privée, assimilée à la vie familiale que les valeurs bourgeoises voulaient jalousement préserver du monde extérieur et que la crise de ces valeurs « socialise » brutalement.

Là encore, les femmes sont appelées en renfort, l'affectivité n'est-elle pas leur domaine ? C'est elles qu'on voue au rafistolage de la famille et du couple en crise. Et le système s'appuie sur des bases objectives très fortes. Pour les femmes de la classe ouvrière, sans qualification, sans travail, ou avec un salaire de surexploitées qui ne leur permet pas de vivre seules, le ménage est une sécurité sociale et le divorce a des allures de catastrophes.

Les pensions alimentaires ne sont pas payées à 75 %. De toute façon, elles ne sont pas versées avant l'arrêt prononçant le divorce : entre la séparation du couple et cet arrêt il peut se passer 2 ans.

Il faut ajouter que dans la classe ouvrière, les enfants sont encore plus systématiquement confiés à la mère en effet le mari bourgeois peut toujours se payer une gouvernante pour s'en occuper !

La bourgeoisie peut toujours publier des réformes diminuant les scandales les plus criants : Giroud peut même obtenir comme elle en a le projet, le prélèvement automatique sur le salaire du mari des pensions alimentaires ; la législation peut faire disparaître les discriminations. Tant que les femmes n'auront pas de travail, ou des salaires inégaux, tant qu'elles assumeront l'essentiel des tâches ménagères, le divorce continuera à n'avoir pas le même sens pour un homme et une femme, surtout pour une femme travailleuse.

**Frédérique**

## A PROPOS DE L'ARTICLE SUR LE CODE DE LA FAMILLE

# «THERMIDOR» A CUBA?

***Il n'est pas possible d'analyser le code de la famille de façon normative, indépendamment de conditions historiques concrètes.***

Au détour d'un paragraphe, la camarade Frédérique signale qu'elle ne veut pas « ignorer les conditions objectives auxquelles l'état cubain est confronté », qu'elle ne se refuse pas à toute analyse concrète des conditions de lutte contre l'oppression des femmes dans une société qui construit le socialisme... Le seul problème, c'est qu'elle ne le fait pas à propos de Cuba et qu'elle produit une analyse passablement a-historique qui l'amène à des conclusions politiques erronées : « thermidor au foyer n'est jamais loin de Thermidor. Thermidor à pour des trotskystes un sens précis : il s'agit de *la contre révolution bureaucratique* ; l'appréciation est donc grave.

Dans l'article, il n'y a aucun rappel de la situation des femmes à Cuba, avant, pendant et après la révolution. Celà permettrait au moins de souligner d'abord les acquis de cette révolution. Quand l'on connait l'arriération colossale sur la question des femmes à Cuba, même après 58, (pays sous-développé, plus tradition catholique, plus « machisme » latino-américain), on ne peut par exemple que souligner l'aspect progressiste des réalisations de la «Fédération des femmes cubaines » pour la participation des femmes à«la vie publique», même s'il faut *ensuite* marquer les limites : en particulier le fait que la majorité des femmes qui travaillent le font effectivement dans des métiers dits «féminins ».

Lorsqu'on affirme que « dans la famille l'essentiel des travaux domestiques revient aux femmes », il faut décrire beaucoup plus et pas seulement signaler les très gros efforts qui ont été faits pour les crèches, les équipements collectifs etc... dans un pays sous-développé. Un article du « code de la famille » affirme que si « un des conjoints » (et au passage, pas la femme) ne travaille pas l'autre ne devra pas se considérer comme « libéré de son devoir de participer aux tâches domestiques » ; c'est déjà une affirmation « révolutionnaire » quand l'on connait les comportements conservateurs (pour ne pas dire plus) à Cuba sur cette question (1).

L'ensemble de ces conditions objectives et subjectives ne justifient pas tout, mais font au moins apparaître le *caractère progressiste* d'une série de mesures. D'autant qu'il y a très peu de traditions de luttes autonome des femmes ; même les militantes qui s'étaient battues les armes à la main contre Batista ont eu des réactions « très conservatoires » sur cette question. Ainsi l'introduction des méthodes contraceptives après la révolution a été très contestée, y compris par une grosse partie d'entre elles. Le « code de la famille » n'est donc pas promulgué *contre* un développement important d'un mouvement de femmes. C'est sur ces bases là que l'on peut développer les critiques, en particulier sur la notion de « famille socialiste » présentée comme cellule fondamentale de la société. Car non seulement cela est contraire aux principes marxistes révolutionnaires, mais *plus concrétement* à Cuba cette « institutionalisation » peut servir *de point d'appui à de multiples résistances* par rapport à la libération des femmes. Mais en aucun cas on ne peut parler de Thermidor : il faudrait montrer que cé code sanctionne une remise en cause complète des acquis de la révolution cubaine sur les femmes.

Là ou Frédérique a raison, c'est que les conditions sociales économiques culturelles ne peuvent en aucun cas justifier l'abandon d'une position de principe : la *lutte pour le dépérissement de la famille bourgeoise*. Dès 1917/18 , la jeune république soviétique dans des conditions pires qu'à Cuba, se dotait de lois traçant de fait le cadre de dépérissement de la famille pour lequel les bolchéviks militaient, même s'il y avait un gouffre entre les objectifs fixés et les possiblités de leurs réalisation vu les conditions concrètes. Gouffre qu'escamote un peu Frédérique en écrivant : « Trotsky militait dès 18 pour le dépérissement de la famille, il recommandait de se grouper en unité de ménages collectifs, en collaboration avec les soviets locaux et les syndicats ouvriers...» . Ce qui est vrai. Mais ce que Trotsky ne croyait pas c'est que, dans les conditions de l'époque, cette perspective était réalisable à un niveau de masse. Il insistait sur « *la valeur expérimentale* » de ces communautés très marginales, en essayant d'articuler recherche d'un nouveau mode de vie et réalisations beaucoup plus modestes (logement, égalité juridique, etc...). (2). Bien sur pour une révolution qui se fera dans un pays capitaliste avancé les possibilités seront tout autre, mais la méthode d'approche des problèmes restera la même.

Le danger c'est qu'on a l'impression que, dans son article, Frédérique transforme un principe, un objectif à se fixer *en norme de jugement historique*. Certains expliquent que, puisqu'il n'y a pas de soviet à Cuba ou au Vietnam et que les PC de ces pays ne se battent pas pour, on a affaire à une révolution bourgeoise. De la même façon le fait que le régime cubain n'avance pas la perspective de dépérissement de la famille, parle de « famille socialiste » est un signe d'une évolution contre révolutionnaire ! Avec cette méthode qu'elle conclusion tirer des positions prises par la révolution chinoise sur la famille et la libération de la femme dès 48 ? Des positions « traditionnelles » des vietnamiens sur la famille, la fidélité, etc... (il faudrait en plus dans ces deux pays tenir compte des rapports historiques différents qu'en Occident entre famille et communauté...) ?

Il s'agissait ici de faire simplement quelques remarques. Pour avancer dans ce débat le mieux serait de produire une série d'articles analysant concrétement la place faite à la libération de la femme dans les différentes expériences des premières années de la Révolution russe.

Tony

(1) voir « Féminisme et Révolution » de Sheila Rowbotham (petite bibliothèque payot)
(2) voir « Changer la vie changer la ville » d'Anatole Kopp (10-18)

Apis

**Types de griefs et causes de divorce**

**« Est considéré comme injurieux le fait pour une épouse de mal tenir le ménage et d'être une piètre secrétaire pour un mari médecin »**
Arrêt de la Cour de Cassation Civile
Mai 1958

**quelques témoignages en divorce**

**« Monsieur X est bien considéré, sobre, calme, très régulier au travail, il donne entière satisfaction à son employeur »**

**« Madame X a l'abord excité, elle doit être assez violente et ne parait pas de bonne foi »**

**« Madame Y néglige et n'entretient pas sa famille, elle fait des dépenses extravagantes ; les enfants sont sales ; le mari doit laver lui-même son linge »**
(Cité par la revue Actes (proche du MAJ)
Mars-avril 1975

**« L'époux aux torts duquel le divorce a été prononcé encourt diverses sanctions. Il n'obtient pas la garde des enfants sauf si c'est la femme qui est reconnue en faute et qu'il s'agisse d'enfants en bas âge »**
Extrait d'un Manuel de Droit civil.

# interview du théatre éclaté d'Annecy

## *« La censure économique est la seule façon dè censurer une jeune compagnie... »*

*Le « Théâtre éclaté » d'Annecy est ce qu'on appelle communément une « jeune troupe ». Depuis sa création en 1971, le « T.E. » s'est préoccupé en premier lieu de ne pas rester un organisme créateur qui fonctionne sur lui-même. Ce souci s'est manifesté dans la recherche constante et privilégiée du contact avec la population qui ne va pas au théâtre. Le « T.E. » s'est efforcé d'aller à elle. Ainsi* « l'Exception et la Règle » *de Bertolt Brecht a été jouée dans plusieurs quartiers différents. De la même façon* « la Journée d'une Infirmière » *d'Armand Gatti et* « Soldats » *d'après Reyes, ont été présentées dans toute la région.*

*Toutefois le caractère « politique » des spectacles présentés a rapidement choqué la municipalité réactionnaire d'Annecy qui a décidé de réduire les crédits. Ces problèmes qui sont ceux de toutes les troupes pas — ou mal — subventionnées, le « Théâtre éclaté » les aborde avec Rouge.*

**• Quelle a été votre première création ?**

Au moment où la troupe s'est formée, nous avons appris la présence de nombreux travailleurs immigrés espagnols sur Annecy. Avec leur collaboration, le procès de Burgos a été un thème qui a été exploité pour la première création du « Théâtre éclaté » : « La Farce de Burgos » en février 1972, qui a été écrite et réalisée collectivement.

**• la Farce de Burgos a comme origine un événement politique ; mais, conjointement, vous montez ce que vous appelez des « spectacles d'intervention ». Qu'est-ce que le théâtre d'intervention ?**

Suite à un fait politique ou social ou local, le « T.E. » est sollicité par quelques organisations pour intervenir. Le théâtre d'intervention est une intervention théâtrale sur un un thème précis. Par exemple « Vietnam 72 », « Qui vole un pain va en prison, qui vole un million va au Palais Bourbon », en soutien au C.V.J. (Comité Vérité Justice) et aussi une parade devant la manifestation des lycéens contre la Loi Debré en 73...

**• Vous arrive-t-il, pour des pièces plus classiques, de jouer dans des endroits où on ne s'attend pas à voir une troupe théâtrale ?**

A l'époque où on a monté « L'Exception et la Règle » (déc. 72), on l'a jouée une vingtaine de fois en décembre dans vingt lieux différents. Un jour c'était un F.J.T., le lendemain une M.J.C., ensuite un restaurant d'entreprise, etc... Ce type de travail, on l'a toujours plus ou moins suivi avec les pièces suivantes ; mais compte tenu des problèmes financiers, on a été de plus en plus dans l'impossibilité de mener ce genre de travail et on n'est pas sûr non plus que ce soit ça qu'il faille faire...

La farce de Burgos

D.R.

matériel inutilisé entreposé dans un garage

D.R.

On a continué ce genre d'action de sensibilisation et en particulier dans les syndicats avec « Soldats » et surtout « la Journée d'une Infirmière » qui ont été jouées dans toutes les salles de quartier où cela a été possible à Annecy (à l'hôpital, à l'E.D.F...).

**• Quel est votre public privilégié ?**

On est à la recherche d'un public. C'est peut-être un peu utopique quand on parle de sensibiliser le non-public (C'est ainsi qu'on appelle les gens qui ne vont pas au théâtre traditionnellement, historiquement, qui n'ont pas accès à la « culture » pour des tas de raisons sociales, économiques et politiques aussi). Quand la sensibilisation a atteint un certain niveau, on peut espérer mener ce public-là dans des lieux culturels. Pour faire ce genre d'animation on est obligé de s'astreindre techniquement à des structures scéniques étroites, très dépouillées et le jour où on fait un spectacle comme « le Jour de la Dominante », où le décor est très, très important, il faut qu'il y ait un lieu à même de le recevoir.

**• Ce type d'activité et de programme ne doit pas être du goût de tout le monde...**

Annecy est une ville bourgeoise, dite de droite, qui ne peut pas accepter comme ça le type d'action et le répertoire du « T.E. ». Ça se traduit par une censure économique. C'est la seule façon de censurer aujourd'hui toutes les jeunes compagnies qui font un travail qui ne correspond pas à la politique culturelle de la ville. Ce qui nous conduit à réduire nos activités et à être dans l'impasse de produire un spectacle. C'est ce qu'on rencontre aujourd'hui avec « le Bouffon » qui s'inscrit dans le projet d'orientation du budget d'aide à la création d'A.A.C. (Annecy Action culturelle). On nous a accordé une aide de 30.000 F pour une action orientée vers le monde du travail, que nous avons été contraints d'accepter en faisant remarquer que c'était notoirement insuffisant pour le type de création demandée : elle s'est faite en collaboration avec les organisations syndicales. Ce processus, un peu unique aujourd'hui, a aujourd'hui deux mois de travail au cours desquels les 30.000 F ont été utilisés.

« La Route », film de J.-F. Bizot, directeur d'Actuel. Deux voyageurs à Ceylan et Bali. Le premier, 40 ans, traverse l'Asie sans vraiment s'en rendre compte. On le retrouve dragueur au jardin du Luxembourg ou patron d'une petite entreprise à Hong-Kong, au choix. Le deuxième, 20 ans, militant de Mai, revient ébranlé ; en voulant aller au bout des questions qu'il se pose, il s'éloigne de la politique. De fait, quel militant n'a pas un copain, activiste de longue date, qui s'éloigne de l'organisation, happé par la multitude des idées plus ou moins neuves qui fleurissent en marge et souvent contre l'extrême-gauche ? Alors ?

1212 : des milliers d'enfants de Champagne, de France, d'Artois et d'Outre-Rhin désertent les villages et se rassemblent. Quête mystique, refus d'un avenir misérable, leur but est Jérusalem et le secret du Jardin Merveilleux. Le phénomène n'est donc pas nouveau. A chaque fois les forces mises en œuvre sont complexes : psychologie sociale, transformations économiques et cheminements tortueux de la pensée philosophique. Les civilisations se croisent, s'oublient et se redécouvrent. Ainsi faut-il comprendre la place particulière de l'Asie, terre promise des routards d'aujourd'hui.

### « Le départ ne vaut que par le retour »

A l'origine, il y a le refus individuel face aux agressions quotidiennes, la fuite devient exil de la civilisation occidentale. Et le routard atomisé à Paris le reste en fin de compte à Katmandou. Ce repli sur soi-même, avec son côté narcissique, est très rarement brisé. Rares sont ceux qui partent et ne reviennent pas. Il le disent parfois : « Il s'agit très précisément de ne plus jamais s'installer, où que l'on soit. Aucun séjour ne vaut la peine ».

L'Afghanistan effacé, voici Delhi et son Fort Rouge, à peine oublié c'est Rangoon et la Pagode d'Or, plus loin Bangkok. Mais là des enfants crèvent de faim, ici il y a des milliers de prisonniers politiques et la quadrillage policier vaut celui du Quartier Latin. Qu'importe, ils ne voient rien.

Il y a 50 ans, Paul Nizan fuyait et débarquait à Aden Il découvre en

# (PRENDRE) LA ROUTE

*Les routards sont à la recherche d'une contre-culture, mais la récupération n'est pas loin, la route devient autoroute et les jumbos envahissent la piste de Bali.*

Arabie, sous les traits du colonialisme, les mécanismes les plus purs de l'exploitation. Il revient en écrivant : « Il n'existe que deux espèces humaines qui n'ont que la haine pour lien. Celle qui écrase et celle qui ne consent pas à être écrasée ». Sa révolte est celle d'un intellectuel communiste coincé entre Staline et Bergson.

En 1930, 99 % des jeunes garçons partaient joyeux à l'armée. C'était l'occasion de rencontres, de déplacements hors du périmètre du village et de la famille. Aujourd'hui, les images des coins les plus reculés de la planète sont retransmises par la télévision en quelques secondes. Il n'en faut pas plus pour développer l'audace. Surtout quand on n'a rien d'autre devant soi que des petits chefs, des flics et du béton. Les départs en Asie sont donc plus nombreux. A l'aventurier de la Mer Rouge succède la longue file des freaks.

## L'autoroute des freaks

La marginalité naît de ce mouvement migratoire. Une contre-culture se cherche. Et la récupération n'est pas loin. La route devient autoroute, les jumbos envahissent la piste de Bali. L'aventure se fait voyage organisé avec son soubassement de fric, de publicité et d'intentions malsaines. Pour les Ceylanais ou les Cachamiri, les routards ne sont que des touristes à peine un peu spéciaux. Autant dire que les relations humaines qui s'établissent ne se font pas sur une base d'égalité, ni sous le signe des échanges culturels, mais plutôt des dollars bien verts et bien crissants. Et oui, la route a ses laideurs. L'arnaque n'est jamais très loin, les petits larçins (fauche de passeports et autres choses revendables) permettent de survivre un peu quand les réserves sont épuisées. Ceux qui vont s'encanailler un été au Népal ne sont pas très drôles non plus, enfermés dans la frime et le voyeurisme.

Et puis le voyage, panacée pour l'épanouissement, est singulièrement misogyne. Il n'est qu'à feuilleter les petites annonces d'Actuel pour s'en rendre compte. Croire qu'une femme aujourd'hui a la même sérénité qu'un mec face à la route relève de la mystification. Crainte de l'insécurité, toujours, et souvent le regard des routards est chargé d'interrogations : « baisable ou pas ? ». La libération professée par la marginalité tient bien peu compte des données sociales réelles.

## Etre vietnamien

Mercadet, un des acteurs du film, est militant. A son retour, il se retrouve loin de l'organisation. En fait, explique-t-il, « je suis toujours en Asie, je ne suis pas vraiment rentré ». Sept ans après mai 68, l'extrême-gauche et nous sommes concernés par cette mystique de l'Asie.

Cela correspond à l'évolution des comportements, des sensibilités de la jeunesse. Avant mai, la révolte ne s'exprimait que dans le cadre organisé de la vie politique. Mais celui-ci, avec ses contraintes particulières, développa son propre mouvement. Ayant tout à faire pour que revivent une organisation léniniste, la démocratie ouvrière, nous n'avons pas pu, pas eu le temps de chercher à répondre aux interrogations de cette sensibilité nouvelle.

Au niveau individuel, les pressions sont fortes et contradictoires. Le militant pressé dans l'activisme se culpabilise souvent, réflexe moraliste, de s'intéresser à la marginalité envahissante. La coupure s'accroît et la rupture n'en est que plus profonde, lourde de refoulements. Faute de réflexion, d'enrichissement de notre pensée, de retard pris dans le domaine philosophique et des sciences sociales, nous ne permettons pas aux militants de vivre sans déchirements. Les problèmes de la vie quotidienne se posent brutalement à nous, mal préparés à ce choc.

Il est vrai que la présence de l'Asie ne peut plus s'estomper. La confrontation des cultures d'Occident et d'Orient ne sera pas retardée. Il ne s'agit pas d'une influence directe, mais de la prise de conscience d'un développement parallèle. Cela promet des échanges fructueux pour l'avenir.

Reste que l'Asie n'attend pas de livrer passivement son message aux routards inquiets. Après des années de soumission, elle se réempare de son histoire. L'Indochine libérée est l'horizon qui rougeoie. A l'exemple de la Chine, cette nouvelle page s'écrit à l'aide du marxisme intégré dans le système de pensée extrême-oriental. « Etre vietnamien » aujourd'hui, c'est aussi comprendre cela.

**Léonard**

# *Cette semaine* DANS L'OBJECTIF

## *trois livres, une pièce, une fête.*

### « Les syndicats en France » de J-D. Reynaud, deux volumes, (Seuil-collection Politique)

Le titre indique bien que tous les syndicats font l'objet de cette étude, y compris donc le CNPF et la CFT, dont l'histoire « est difficile à cerner ». L'ensemble de l'ouvrage, réalisé par un professeur de sociologie et non par un militant ouvrier, a l'inconvénient de n'être que descriptif.

Ainsi les statuts de la CGT ont été modifiés en 1969 ; le fait est mentionné mais la portée de cette correction n'est pas commentée. Pourtant, le remplacement de « l'abolition du salariat et du patronat » (dans les statuts de 1920) par la « suppression de l'exploitation capitaliste » rend compte de l'avenir radieux que nous réservent les bureaucrates réformistes. Descriptif, cet ouvrage est en outre a-critique. La politique des revenus qui fit grand bruit en 1964-65 et dont le spectre réapparaît périodiquement, ne fait l'objet d'aucune remise en cause. Il faudrait, dit l'auteur, connaître tous les revenus.

Ces remarques faites, l'ouvrage a une valeur documentaire certaine. Les statuts des différents syndicats sont présentés, des tableaux indiquent les effectifs syndicaux en Europe, les statistiques concernant les heures de grève en France et en Europe sont reproduites. En toutre, on y retrouve quelques documents essentiels : la Charte d'Amiens, des extraits du « Que Faire ? » de Lénine, etc. En annexe, l'auteur nous donne une traduction des sigles.

### « Lutter » de Georges Séguy (Stock)

Le secrétaire général de la CGT raconte pour la première fois sa vie militante : l'entrée dans la Résistance à l'âge de 17 ans, l'arrestation et la déportation à Mauthausen, la première grève victorieuse, les grandes luttes de l'automne 1947, l'entrée dans l'appareil syndical comme secrétaire de la Fédération des Cheminots, l'accession au Comité Central du PCF, mai 68. Dans une deuxième partie, Séguy aborde des questions importantes : l'unité syndicale, les relations partis-syndicats, le rôle du syndicat dans une société socialiste. Entre autres perles, retenons cette phrase : « Etant donnée la signification historique du qualificatif réformiste, je préfère dire que l'action de la CGT est réformatrice ». C'est J-J S.S. qui va être content !

### « Le Grand Jeu » de Léopold Trepper (Albin Michel)

« Je m'étonne qu'un homme comme Trepper se laisse abuser par la propagande anglaise. Vous pouvez lui répéter mon intime conviction : la guerre à l'Est ne commencera pas avant 1944 ». C'est l'effarante réponse de Staline au message de Trepper annonçant l'attaque allemande contre l'Union soviétique. Dans ces mémoires, le chef de l'Orchestre Rouge raconte sa vie, de son enfance en Pologne, à la Loubianka, en passant par la Palestine, les purges, le pacte germano-soviétique. Un étonnant document sur cette génération communiste « sacrifiée par l'Histoire ».

### Septembre à Santiago

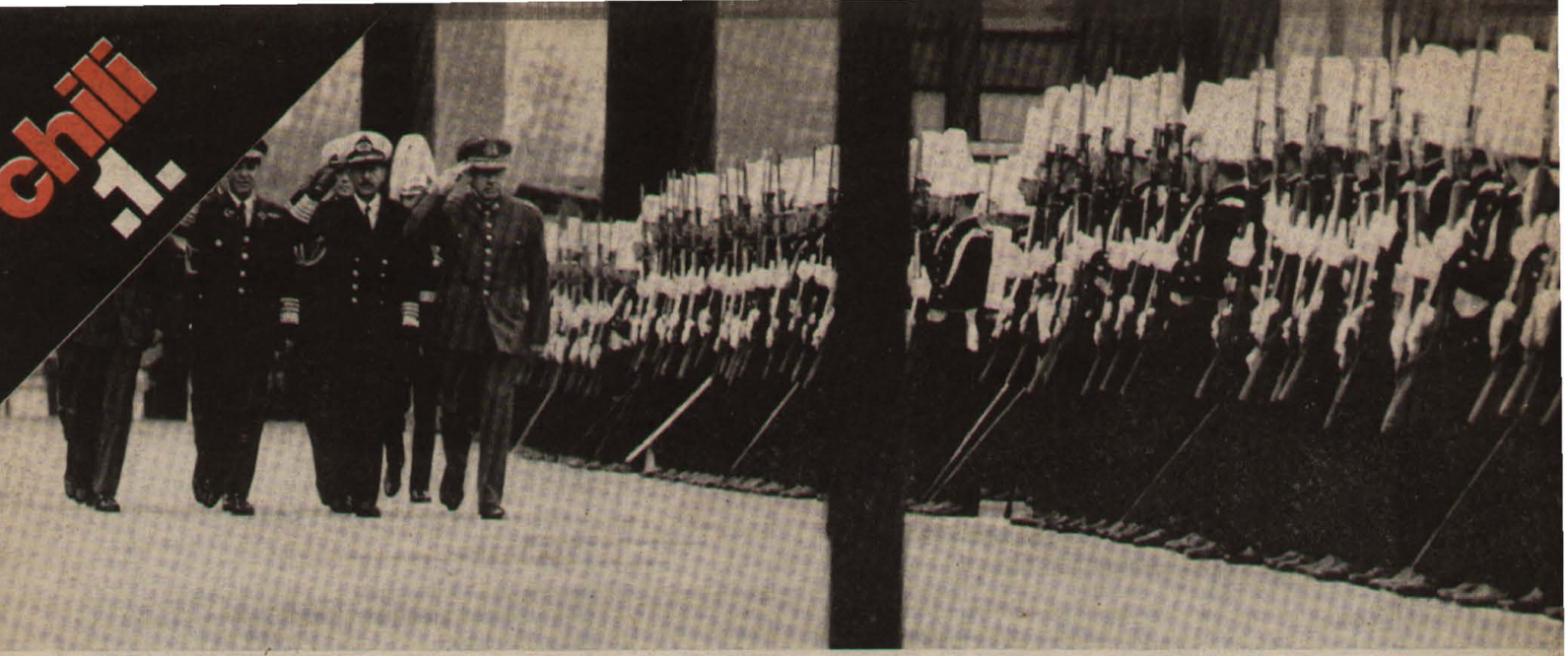
Du 13 au 18 mai, sur présentation de cet avis, les lecteurs de Rouge pourront assister à la représentation de « Septembre à Santiago » avec une importante réduction (5F au lieu de 16F). Le spectacle s'efforce de montrer le mécanisme de la montée du fascisme sous l'action des trusts multinationaux, de la CIA et de Kissinger.

Théâtre de Plaisance
111 rue du château
75014 Paris (273 12 65)
Métro Pernety
Tous les soirs à 20 h 30

### La fête de Politique-Hebdo

On connaît les efforts de « Politique-Hebdo » pour maintenir une presse révolutionnaire et aider au débat nécessaire dans l'extrême-gauche. Les 10 et 11 mai, Politique-Hebdo organise une grande fête aux Halles de la Villette, qui sera la fête de la libre expression. On y retrouvera Rufus et le Théâtre du Soleil, François Béranger et Gilles Servat. Nous ne saurions trop recommander aux lecteurs de Rouge de contribuer au succès de cette fête.

Retenez vos billets à « Politique-Hebdo, 14-16 rue des Petits Hôtels (246-72-52), entrée : 15 F (25 F pour les deux jours).




de droite à gauche : Pinochet, Mérino et Leight

photo Gerretsen-Gamma

**De son dernier voyage au Chili, Jean-Pierre Beauvais a rapporté une série d'articles ; nous publions le premier.**

# SCENES de la vie quotidienne

## *Santiago, Avril...*

Dix-neuf mois de dictature militaire, de misère, de terreur. Dix-neuf mois de contre-révolution qui ont transformé l'espoir de tout un peuple en impuissance. Qui, pour tous ceux qui sont occupés à survivre — c'est-à-dire la grande majorité — sont une éternité.

Que de changements durant cette période... Les camarades, les amis morts ou disparus, dans les camps ou en exil ; les visages que l'on retrouve, mais fatigués et vieillis ; l'ordre et le silence enfin ; silence de la foule dans les rues, silence de cette armée de mendiants qui a envahi le centre des villes, silence des murs tous impeccablement repeints pour qu'aucune trace ne subsiste des mobilisations passées.

Avril 1975. 20,5 % de la population active en chômage, et sans aucune indemnité, bien sûr. 60 % des ouvriers épargnés par le chômage touchent le salaire minimu (80.000 escudos par mois, soit 85 F) pour 49 heures de travail hebdomadaire. 527 % d'inflation pour les douze derniers mois. L'appareil productif — secteur des biens de consommation durables — tournant à 45 % de sa capacité. Et pour en arriver là, car les deux sont indissolublement liés, plus de 30.000 morts, 25.000 déportés ou prisonniers, près de 200.000 exilés enfin...

Le bilan est sans appel pour Pinochet, les militaires chiliens et leurs conseillers nord-américains qui, plus ou moins discrets, pullulent en ce moment à Santiago.

Mais que recouvrent de tels chiffres, de tels pourcentages pour le peuple chilien ? que signifie vivre avec 80.000 escudos par mois ?

Fin mars, après un nouveau « réajustement », le litre de lait coûtait 900 escudos, le kilog de pain 850 escudos. Le kilog de viande de qualité moyenne avoisinnait les 5.000 escudos. La grande majorité des femmes de la classe ouvrière ayant perdu ou ayant dû renoncer à leur travail à cause de la suppression de la plupart des crèches et maternelles dans les quartiers ouvriers ou de leur prix prohibitif, les 80.000 escudos mensuels sont dans la quasi-totalité des cas l'unique source de revenus de toute une famille ; sans oublier que très souvent, celui qui a « la chance » de conserver son emploi doit aider à la survie de parents ou d'amis sans aucune ressource, de vieux dont les pensions ont perdu jusqu'à 90 % de leur pouvoir d'achat a cause de l'inflation.

En fait, bien peu sont ceux, parmi les travailleurs chiliens et leurs familles, qui mangent à leur faim après le 10 de chaque mois... Combien parmi ces centaines, ces milliers de femmes qui, tristes et humiliées viennent un jour ou l'autre mendier dans le centre de la ville, près des hôtels pour étrangers, travaillaient, militaient, étaient mobilisées pour un monde meilleur avant le 11 septembre 1973 ?...

Travailler ou pas, manger à sa faim ou pas ne sont même pas les seules préoccupations du peuple chilien. Chaque détail de la vie quotidienne est un problème. Comme se déplacer dans Santiago, par exemple, l'une des villes les plus étendues du monde. Un trajet en autobus coûtait au moment du coup d'Etat un demi-escudo. Aujourd'hui, il faut en débourser... 350 ! Prendre le bus est devenu un luxe réservé à une minorité... Pour un ouvrier, un aller et retour quotidien de chez soi à l'usine signifie, à la fin du mois, débourser le cinquième de sa paie. Alors, chaque matin et chaque soir, on peut voir dans tous les quartiers des foules de marcheurs. Il est courant de marcher deux heures pour aller au travail, deux heures pour en revenir après avoir fait ses dix heures à l'atelier.

Lire un journal aussi est devenu un luxe... 500 escudos le moindre torchon quotidien, 2.000 escudos l'hebdomadaire. Le calcul sur un mois est facile à faire... Alors, en permanence, des queues se forment près des kiosques pour lire les premières pages...

La réponse des militaires, leur politique en fait, tient en deux mots : *terreur* et *cynisme*.

La terreur tout d'abord. Alors qu'aucune force organisée ne constitue une menace sérieuse et à court terme pour le régime, la répression, massive et sélective à la fois, continue avec la même intensité. Couvre-feu dans tout le pays chaque nuit, bouclages et fouilles systématiques de quartiers, précédés de vols d'hélicoptères, durant le couvre-feu ; publicité énorme faite aux opérations policières, aux arrestations : tout cela a une fonction bien précise. Au-delà de l'efficacité immédiate, de telles opérations menées systématiquement et quotidiennement visent à faire sentir concrètement à l'ensemble de la population le poids et la réalité de l'appareil répressif. En entretenant un tel climat de terreur, elles visent à dissuader toute forme, aussi modeste, aussi limitée politiquement soit-elle, d'opposition.

Quant au cynisme, les formes qu'il prend dans la propagande officielle dépassent l'imaginable.

En ce début d'avril, la junte chilienne, alarmée par la débâcle de ses protecteurs nord-américains au Vietnam et au Cambodge, a décidé de passer à... la contre-offensive. Une grande campagne a été lancée pour l'adoption d'orphelins vietnamiens « victimes de la barbarie communiste ». La presse, la radio, la télévision rapportaient quotidiennement comment les « rouges » dans leur offensive se nourrissaient d'enfants abandonnés. Un membre de la Junte, dans un discours télévisé, exaltant la tradition humaniste et chrétienne du peuple chilien, tirait les conclusions : nous devons sauver les enfants de cette barbarie, chaque chilien doit considérer comme un devoir d'adopter ou de payer pour le voyage d'un de ces malheureux vietnamiens !

Dans le même genre, il faut citer la campagne pour venir en aide aux chômeurs. Pour « aider » les centaines de milliers de chômeurs, la Junte a décrété que chaque municipalité devait embaucher à tour de rôle et par période de deux mois — pour qu'il y ait plus de bénéficiaires — plusieurs dizaines (sic !) de chômeurs, pour balayer les rues notamment. Là-aussi, une grande campagne de propagande a été faite autour de cette goutte d'eau dans l'océan. Et très officiellement, les militaires ont expliqué qu'il ne s'agissait pas tant de procurer des revenus aux embauchés temporaires, mais que l'objectif central était de... « ne pas leur faire perdre l'habitude de travailler car l'habitude de travailler est la condition d'une structure sociale saine »...

La terreur bestiale, le cynisme débile ne peuvent — bien au contraire — faire oublier aux chiliens l'échec total des militaires, de leurs projets tant économiques que politiques.

Dans un contexte de crise et de désorganisation économique sans précédent au Chili, l'isolement du régime est maintenant quasi-total. Le passage dans l'opposition ouverte de *l'ensemble* de ce qui subsiste de la Démocratie Chrétienne et de la grande majorité de la hiérarchie catholique sont là pour le prouver.

En déduire pour autant que, victime de ses excès, de son incompétence, de son isolement, la dictature va s'effondrer d'elle-même, signifierait nourrir de nouvelles et tragiques illusions. Paradoxalement, l'une des forces de la Junte aujourd'hui encore, est — en réprimant comme elle l'a fait le mouvement ouvrier, en baillonnant les secteurs bourgeois opposés à son orientation — d'avoir créé un fantastique vide politique. Vide que la terreur a pour objet de maintenir. Dans ces conditions, *à court terme* il n'existe guère d'alternative crédible, tant de la part des secteurs bourgeois opposants que, à plus forte raison, du mouvement ouvrier.

Pourtant, en pointillé, apparaissent des formes de recomposition politique, des reclassements aussi. C'est de ces phénomène embryonnaires, comme du contexte international et latino-américain que dépendra en définitive le sort du régime.

(A suivre)

*J-P. BEAUVAIS*

*Couverture reprise d'une affiche d'un « groupe d'amis chiliens »*